

**ADIL ÇARÇANI**

**RAPPORT SUR LES DIRECTIVES DU IX<sup>e</sup> CONGRÈS  
DU PARTI RELATIVES AU 8<sup>e</sup> PLAN QUINQUENNAL  
DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DE LA  
CULTURE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
SOCIALISTE D'ALBANIE (1986-1990)**

**PRÉSENTÉ AU IX<sup>e</sup> CONGRÈS DU PTA**



**INSTITUT DES ÉTUDES MARXISTES-LENINISTES PRÈS LE CC DU PTA**

**Sommaire :**

**I**

**DES PRINCIPAUX SUCCÈS ENREGISTRÉS DANS L'ACCOMPLISSEMENT DES TACHES DU 7<sup>e</sup> PLAN QUINQUENNAL (1981-1985) DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DE LA CULTURE (p. 2)**

**II**

**LES DIRECTIVES DU IX<sup>e</sup> CONGRÈS DU PARTI RELATIVES AU 8<sup>e</sup> PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DE LA CULTURE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE SOCIALISTE D'ALBANIE (p. 7)**

**III**

**CERTAINES PRINCIPALES DIRECTIONS À SUIVRE PAR LES ORGANES DU PARTI, DE L'ÉTAT ET DE L'ÉCONOMIE POUR ACCOMPLIR LES TÂCHES DU 8<sup>e</sup> PLAN QUINQUENNAL (p. 20)**

**Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publiée en 1986 aux Editions « 8 NËNTORI », Tirana.**

**[WWW.MARXISME.FR](http://WWW.MARXISME.FR)**

Camarades délégués,

Ce IX<sup>e</sup> Congrès est un événement marquant pour le Parti et pour tout le peuple albanais. Réuni à la veille du 45<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de notre glorieux Parti, il dresse un riche bilan de succès et affirme l'unité d'acier de notre peuple autour du Parti et de son Comité central avec le camarade Ramiz Alia à sa tête.

Pour nous, communistes, et pour le peuple albanais, ce congrès est le premier que nous tenons sans le glorieux fondateur et dirigeant du Parti, l'architecte de l'Albanie socialiste, le camarade Enver Hoxha. Mais son oeuvre de révolutionnaire éminent, ses enseignements marxistes-léninistes sont toujours vivants et vivront dans les siècles. Ils parcourent tel un fil rouge les travaux de ce congrès, ils nous inspireront et nous guideront, comme ils l'ont toujours fait, dans les batailles futures de l'édification socialiste. Ces quarante-cinq années de lutte et de travail titanesque, où notre peuple, dirigé avec sagesse et clairvoyance par le Parti du Travail d'Albanie avec le camarade Enver Hoxha à sa tête, a enregistré des succès et remporté des victoires historiques, ont démontré la justesse de sa ligne de principe marxiste-léniniste et de sa lutte résolue et conséquente contre l'impérialisme et le révisionnisme de toutes les couleurs, la vitalité de son rôle et l'apport de la pensée et de l'action révolutionnaires du camarade Enver Hoxha au cours de ce demi-siècle d'histoire de l'Albanie contemporaine. Et c'est à juste titre que notre peuple a qualifié l'époque du socialisme ouverte par notre révolution populaire, d'époque du Parti, d'Enver Hoxha.

Dans son « Rapport d'activité du Comité central du Parti du Travail d'Albanie et ses tâches futures », le camarade Ramiz Alia a procédé à une analyse et à une synthèse scientifiques approfondies de l'expérience révolutionnaire acquise par notre Parti et notre peuple au cours d'une très importante période de travail et de lutte pour la construction du socialisme par nos seules forces. Ce rapport est un vaste programme de travail pour les organes et les organisations du Parti, pour les organes du pouvoir et de l'économie, pour nos organisations de masse et tout notre peuple dans la voie de l'édification intégrale de la société socialiste. Cet important document de notre Parti est aussi une expression de la détermination des communistes et de tous les travailleurs de l'Albanie socialiste de poursuivre dans la voie d'Enver Hoxha, de tenir toujours haut levé le drapeau du marxisme-léninisme et de faire toujours avancer la révolution et l'édification du socialisme dans notre pays.

Permettez-moi, camarades, au nom du Comité central, d'annoncer au Congrès, au Parti et au peuple tout entier l'accomplissement des tâches du 7<sup>e</sup> plan quinquennal et de soumettre à votre analyse et à votre approbation les directives du 8<sup>e</sup> plan quinquennal (1986-1990) de développement de l'économie et de la culture dans notre pays.

## I

### **DES PRINCIPAUX SUCCÈS ENREGISTRÉS DANS L'ACCOMPLISSEMENT DES TACHES DU 7<sup>e</sup> PLAN QUINQUENNAL (1981-1985) DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DE LA CULTURE**

Le 7<sup>e</sup> plan quinquennal a été une grande épreuve pour notre Parti, notre peuple et notre pays socialiste, le premier plan que nous avons élaboré et réalisé en comptant exclusivement sur nos propres forces et sur nos ressources intérieures, sans aucune aide ni crédit de l'extérieur. Les succès que nous avons obtenus au cours de cette période prennent une signification particulière, du fait qu'ils ont été enregistrés dans les conditions de la pression toujours croissante de l'encerclement et du blocus impérialistes-révissionnistes, de l'effet des crises du monde capitaliste sur notre économie et des grandes difficultés créées par les mauvaises conditions atmosphériques de ces dernières années. Durant cette période notre Parti et notre peuple ont dû se battre avec courage et fermeté pour éliminer les conséquences de l'activité hostile très néfaste de l'agent multiple Mehmet Shehu et de sa bande.

L'analyse des résultats du 7<sup>e</sup> plan quinquennal conduit à la conclusion que le développement économique et social du pays s'est intensifié dans ses principales directions conformément aux directives du VIII<sup>e</sup> Congrès du PTA. Notre économie a consolidé les traits qui lui sont propres, ceux d'une économie dynamique se développant suivant un plan, à des rythmes soutenus, ignorant les crises, l'inflation, le chômage et le renchérissement de la vie, autant de phénomènes typiques du monde bourgeois-révissionniste.

Au long du 7<sup>e</sup> quinquennat le produit social a augmenté d'environ 19 pour cent par rapport au quinquennat précédent, le revenu national de plus de 16 pour cent et le total des revenus financiers de l'Etat de plus de 17 pour cent. Pendant les cinq dernières années prises ensemble, ont été investis plus de 21 milliards de leks, soit une somme à peu près équivalente à celle investie de 1956 à 1970. Quelque deux cent mille emplois nouveaux ont été créés dans les villes et les campagnes. La reproduction socialiste élargie a été assurée sans discontinuité et, sur cette base, l'élévation du bien-être du peuple et la consolidation de la capacité de défense du pays ont été garanties.

Au cours du 7<sup>e</sup> quinquennat également, l'industrie a été la branche la plus dynamique de notre économie complexe. Environ 45 pour cent des investissements effectués pendant cette période ont été affectés à son extension et à son renforcement, notamment à ceux de l'industrie lourde, ce puissant facteur du développement harmonieux et proportionné de l'économie et de l'application du principe de l'appui sur ses propres forces. La production industrielle a augmenté de 27 pour cent par rapport au quinquennat précédent, à un rythme annuel moyen de 5 pour cent.

L'industrie énergétique, qui a joué et continuera de jouer un rôle important dans le développement indépendant et soutenu de notre économie, a fait l'objet d'une attention particulière. Pendant le 7<sup>e</sup> quinquennat la production d'énergie électrique a augmenté de 46 pour cent et celle de charbon de 48 pour cent. Toutefois, les tâches fixées pour l'extraction de pétrole et de gaz n'ont pas été accomplies à cause des défauts et des faiblesses apparus dans la direction et l'organisation du travail, dans l'application de la discipline technique et professionnelle, dans les études et la recherche scientifique, et notamment dans le travail de prospection, ainsi qu'en raison des menées hostiles qui ont nui au développement de ce secteur. Le Comité central du Parti a analysé les causes de ces défauts et faiblesses en déterminant la part de responsabilité qui incombe au ministère de l'Energétique et aux organismes qui en relèvent, aux organes du Parti et du pouvoir dans les districts concernés, et a souligné la nécessité d'opérer au plus tôt le tournant tant souhaité dans ce secteur vital de notre économie.

Au cours du 7<sup>e</sup> quinquennat, d'importantes richesses minières ont été plus largement introduites dans le circuit économique du pays. La quantité de chrome, de cuivre et de ferronickel extraite de notre sous-sol a dépassé les 14 millions de tonnes, contre quelque 10 millions durant le quinquennat précédent, le volume général d'extraction et de traitement de ces minerais ayant, lui, augmenté de 71 pour cent.

L'industrie mécanique a mieux satisfait les besoins du pays en pièces de rechange, machines et équipements. La production de pièces de rechange a augmenté de 50 pour cent par rapport au 6<sup>e</sup> quinquennat et celle de machines et d'équipements de 54 pour cent.

L'industrie chimique et les industries des matériaux de construction, du bois et du papier ont, elles aussi, accru leur production, atteignant ainsi en général les objectifs fixés dans leur plan.

Le développement prioritaire de l'industrie lourde reposant sur les matières premières et les ressources énergétiques du pays a été un puissant facteur du développement complexe de notre industrie. Toutefois, certaines de ses branches n'ont pas progressé aux rythmes voulus ni assuré l'efficacité prévue répondant aux grands investissements qui y ont été faits et continuent de l'être. Un meilleur travail aurait dû être fourni dans l'industrie d'extraction du chrome, surtout pour la préparation en temps voulu des fronts de production et l'amélioration de la qualité du minerai extrait, ainsi que dans l'industrie mécanique en vue d'assurer une meilleure qualité et une plus longue utilisation des pièces de rechange, de même que le perfectionnement technologique des projets et de la production de machines et d'équipements.

Les industries légère et alimentaire, dont la production a augmenté de 19 pour cent, se sont développées de pair avec l'industrie lourde. L'industrie légère a accru sa production, élargi la gamme de ses produits et amélioré leur qualité. L'industrie alimentaire a mieux réussi à drainer et à traiter les produits agro-pastoraux en mettant sur pied à cette fin de nouvelles fabriques et chaînes de fabrication pour la conservation des fruits, des légumes, du raisin, etc. Cependant, les industries légère et alimentaire n'ont pas entièrement accompli les tâches fixées pour améliorer la structure de la production, la qualité et la variété des produits.

Au cours du 7<sup>e</sup> quinquennat, environ 30 pour cent du volume global des investissements ont été utilisés pour développer l'agriculture et en consolider la base matérielle et technique. Pendant les cinq dernières années, le développement de l'agriculture s'est caractérisé par l'application sur une plus vaste échelle des acquis de la science et de la technique, la mise à profit de l'expérience avancée, l'élévation du niveau culturel et professionnel et la mobilisation accrue des coopérateurs et des autres travailleurs de cette branche fondamentale de notre économie. Par conséquent, la production dans les cultures des champs, pour les cinq dernières années prises ensemble, a augmenté de 17 pour cent par rapport au quinquennat précédent, soit un surplus de 286 000 tonnes de céréales panifiables, 17 000 tonnes de coton, 163 000 tonnes de betterave sucrière, 46 000 tonnes de tournesol, 15 000 tonnes de tabac, 263 000 tonnes de légumes, 44 000 tonnes de viande et 251 millions d'oeufs. Cet accroissement a été dû, dans sa quasi-totalité, à l'élévation des rendements des cultures des champs et de la productivité de l'élevage.

Durant le 7<sup>e</sup> plan quinquennal, de hauts rendements ont été obtenus non seulement par un certain nombre de brigades ou de secteurs, mais aussi par des exploitations et des districts entiers, qui sont devenus des écoles de l'expérience avancée. L'entreprise agricole « Enver Hoxha » de Plase et la coopérative agricole de Pojan dans le district de Korçe, se sont signalées par leurs rendements élevés et constants, depuis deux ou trois ans, elles obtiennent 65 à 66 quintaux de blé à l'hectare sur l'ensemble des superficies cultivées ; la coopérative agricole de Dajç dans le district de Shkodër, la coopérative « Myslym Peza » dans le district de Tirana et celle de Vrine dans le district de Sarande obtiennent depuis quelques années de suite 70 à 90 quintaux de maïs à l'hectare ; la coopérative agricole de Lapardha dans le district de Berat a obtenu plus de 20 quintaux de coton à l'hectare, celle de Donofrose se signale par des rendements élevés dans la production de tournesol, etc. Il est encourageant de constater que sur les 8 000 hectares de la plaine de Korçe on obtient depuis quelques années environ 55 quintaux de blé à l'hectare ; sur les 5 900 hectares de la plaine de Shkodër le rendement pour le maïs est plus de 61 q/ha et dans tout le district de Sarande de plus de 58 q/ha. En félicitant ces exploitations et districts pour leurs hauts rendements ainsi que tous les travailleurs agricoles et les coopérateurs d'avant-garde, le Comité central du Parti constate avec une particulière satisfaction que leurs résultats et leur exemple incitent de nombreuses exploitations agricoles du pays à accroître leur production agro-pastorale et à élever les rendements en vue d'enregistrer des succès notables, surtout au cours de cette année mémorable, qui est aussi la première du 8<sup>e</sup> quinquennat.

En application des directives du VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti, des mesures spéciales ont été adoptées pour intensifier prioritairement la production sur plus de 100 000 hectares situés dans 6 districts de la zone de plaine et de la dépression côtière. Plus de 1 milliard 400 millions de leks y ont été investis à cette fin, ce qui a contribué à renforcer la base matérielle et technique de notre agriculture. En 1985, dans la zone agricole en question les rendements ont été de plus de 46 quintaux de blé, 18 quintaux de coton et 19 quintaux de tournesol à l'hectare, et les revenus des coopératives agricoles ont augmenté de 40 pour cent par rapport à 1980. Ces succès attestent la justesse de la directive du VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti sur l'intensification prioritaire de la production agricole dans les régions où les investissements et le travail effectués se révèlent plus rapidement rentables.

Des succès ont été enregistrés également dans l'élevage. Cependant, ce secteur n'a pas accompli les tâches fixées pour augmenter le nombre du bétail, assurer la base alimentaire nécessaire et accroître la productivité. Le plan de production animale n'a donc pas été réalisé au niveau de l'objectif fixé par le VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti.

Si, dans l'agriculture, surtout dans la production de maïs, l'élevage et l'arboriculture fruitière, les tâches n'ont pas été accomplies, c'est non seulement à cause des conditions atmosphériques défavorables, mais aussi des défauts et des lacunes qui se sont avérés dans la direction et l'organisation du travail. De même, les différences observées dans la réalisation des tâches d'une exploitation à l'autre, d'un district à l'autre, ne sont pas dues dans la plupart des cas à la diversité des facteurs matériels et techniques de la production, mais aux défauts qui apparaissent dans le travail d'organisation, de direction et d'éducation mené du sommet à la base, par les organes du Parti, de l'Etat et de l'économie, du ministère de l'Agriculture et des institutions de son ressort.

Les investissements au titre des constructions effectués au cours du 7<sup>e</sup> plan quinquennal surtout dans la sphère productive, ont contribué en général à l'accomplissement du plan de développement de l'économie et de la culture et au renforcement de la capacité de défense du pays. Plus de 300 ouvrages importants sont entrés en service au cours de cette période, comme la première turbine de la centrale hydro-électrique « Enver Hoxha » de Koman, les chemins de fer Fier-Vlore et Laç-Shkodër-Han i Hotit, des mines et des usines d'enrichissement, des usines, des fabriques, des ateliers et chaînes de fabrication dans les industries métallurgique, mécanique, chimique, légère et alimentaire et des matériaux de construction. D'importants investissements ont été faits en vue d'ameubler et d'aménager les terres, d'accroître la capacité de notre système d'irrigation et d'élever le degré de mécanisation des travaux agricoles, de développer l'élevage et l'arboriculture fruitière. Ont également été construits 192 établissements socio-culturels, écoles, maisons de la Culture, palais des sports et hôpitaux.

Nos travailleurs du secteur de la construction se sont acquittés, dans l'ensemble, des tâches du 7<sup>e</sup> plan quinquennal. Dans leurs efforts pour mettre en oeuvre les décisions du 7<sup>e</sup> plénum du Comité central du Parti tenu en 1983, ils ont acquis une nouvelle expérience dans l'étude, l'élaboration de projets, la simplification et la réduction du coût des ouvrages conçus, et réussi à concevoir, à projeter et à construire des ouvrages importants et complexes comme la centrale hydro-électrique « Enver Hoxha » de Koman, et des édifices imposants comme le palais des Congrès. Mais, même au cours de ce quinquennat, il y a eu dans ce secteur une tendance à courir après la réalisation du plan en bloc, et cela au détriment de l'étude détaillée de chaque cas, tandis que les investisseurs, les constructeurs et les organes du ministère du Commerce extérieur n'ont pas coordonné leur travail de la façon souhaitable. Les forces et les moyens disponibles ont été dispersés sur un trop grand nombre d'ouvrages, les délais de construction et d'entrée en service de certains d'entre eux ont été reportés, et les fonds immobilisés en raison du nombre croissant des ouvrages en cours de construction.

Le volume du transport de marchandises a augmenté d'environ 21 pour cent, soit de 3,3 milliards de tonnes au kilomètre par rapport au 6<sup>e</sup> quinquennat. En 1985, le transport ferroviaire a assuré environ 45 pour cent du transport de marchandises contre 36 pour cent au cours du 6<sup>e</sup> quinquennat. Le transport extérieur maritime et automobile s'est développé encore plus. Cependant, tout au long du 7<sup>e</sup> quinquennat, le transport a été un secteur retardataire posant des problèmes sérieux à notre économie. Cela est dû à une direction défaillante, à une discipline de travail relâchée, à l'utilisation incomplète des capacités de tous les moyens de transport et particulièrement des trains, aux carences et défauts dans la disponibilité technique des véhicules. La responsabilité en retombe sur le ministère des Communications et les organismes qui en relèvent. Au cours du 7<sup>e</sup> quinquennat, notre commerce extérieur a augmenté le volume de l'import-export en améliorant sensiblement la structure. En 1985, nos exportations ont augmenté d'environ 29 pour cent par rapport à 1980. Mais les possibilités d'accroître les exportations en réduisant les importations sont loin d'être épuisées. Certaines entreprises et branches de l'économie n'ont pas réalisé en temps voulu, dans la quantité et la qualité requises, leurs tâches en matière d'exportation, ni exploité rationnellement les matières premières et le matériel importés. Les efforts fournis notamment par le ministère du Commerce extérieur et les organismes de son ressort pour l'accomplissement des tâches fixées à l'import-export se sont révélés insuffisants ; ces organismes ont manqué d'habileté dans leur travail pour mieux connaître les marchés, les conjonctures et les prix, pour stimuler la production et accroître l'efficacité de notre commerce extérieur.

Le maintien du niveau de vie acquis et l'élévation du bien-être du peuple, la réduction des disparités entre les villes et les campagnes ont été le principal objectif de la politique économique du Parti tout au long de l'application du 7<sup>e</sup> plan quinquennal. Le pouvoir d'achat et le revenu réel par habitant ont augmenté dans les villes comme à la campagne. La circulation des marchandises payables au comptant a augmenté de 20 pour cent par rapport au quinquennat précédent. En 1985, il a été vendu aux travailleurs des villes et des campagnes 29 pour cent de viande et de produits carnés de plus qu'en 1980, 46 pour cent d'oeufs, 24 pour cent de matières grasses, 17 pour cent de légumes, 15 pour cent de sucre, 29 pour cent d'articles de bonneterie, 19 pour cent de chaussettes et 36 pour cent de meubles et d'appareils ménagers. Les prix sont restés stables; loin d'augmenter, ils ont, pour certains articles, baissé, assurant ainsi à la population un gain annuel d'environ 130 millions de leks. Plus de 75 000 maisons d'habitation et appartements ont été construits dans les villes et les campagnes. Les services communaux ont vu leur activité s'accroître de 33 pour cent.

Néanmoins, certains articles de consommation courante ont manqué sur le marché du fait de l'imparfaite réalisation des tâches de la production et de la distribution. La manière parfois peu cultivée dont les travailleurs du commerce servent la population s'explique par les lacunes du travail des organes du commerce et de l'économie communale que le Parti et le peuple ont toujours critiqués à juste titre en leur demandant d'opérer un tournant radical tant dans les villes qu'à la campagne.

Le Parti a toujours envisagé le bien-être du peuple non seulement du point de vue de la simple satisfaction de ses besoins matériels, mais encore de celui de l'épanouissement culturel des travailleurs, actuel et futur. Au cours du 7<sup>e</sup> quinquennat, le fonds de consommation sociale s'est accru plus rapidement que la population. En 1985, le nombre des lycéens et des étudiants avait augmenté de 10 pour cent par rapport à 1980. Le réseau des établissements scolaires, culturels et sanitaires s'est étendu davantage. Le prolongement du congé maternité et l'adoption d'une série d'autres mesures pour améliorer le service sanitaire et prophylactique ainsi que l'extension des soins ambulatoires sont une expression particulière de l'attention que le Parti attache à la protection maternelle et infantile. Grâce à ces mesures, la mortalité infantile a baissé de plus de 40 pour cent. La durée de vie moyenne dépasse 71 ans. En février 1986, la population de notre pays a atteint 3 millions.

Les succès enregistrés dans le domaine du bien-être matériel et spirituel témoignent de la supériorité de notre système socialiste, dont l'économie a réussi, même dans les conditions difficiles qu'elle a dû affronter, non seulement à maintenir le niveau de vie atteint, mais encore à l'élever.

Le développement de nos forces productives s'est accompagné du perfectionnement des rapports de production socialistes. La propriété d'Etat a été encore consolidée par la mise en exploitation de nouveaux ouvrages et l'utilisation plus efficiente des capacités productives existantes. La propriété coopérative s'est elle aussi développée en élevant son degré de socialisation grâce à l'aide directe de l'Etat. La mise en troupeaux du menu bétail s'est achevée dans tout le pays, tandis que dans les zones de plaines et partiellement dans celles de collines s'est achevée la mise en troupeaux des vaches des coopérateurs, ce qui a permis à ces derniers, en dépit des sérieuses lacunes apparues au cours de l'exécution pratique de la mise en troupeaux, de prendre un intérêt accru au travail et au développement continu de l'élevage.

La direction et l'organisation de l'économie ont été améliorées surtout dans le sens de la planification et de l'harmonisation de l'aspect matériel et de l'aspect financier de la reproduction. En application des directives du VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti, les structures organisationnelles, les compétences et la méthode de travail des organes d'Etat se sont améliorées en lutte contre les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme. Des mesures ont été adoptées pour appliquer des formes de rémunération qui fassent correspondre mieux et plus directement le salaire à la quantité, à la qualité et aux dépenses de la production, qui améliorent les rapports d'échange et surtout les formes de stockage, de conservation et de traitement des produits végétaux et animaux.

Le 7<sup>e</sup> plan quinquennal n'a pourtant pas été réalisé à tous ses postes, ce qui atteste aussi un travail insuffisant de la part des organes du pouvoir et de l'économie, depuis le Conseil des ministres jusqu'à la base. Leur activité de direction et d'organisation aurait dû mieux s'attacher à l'accomplissement des tâches du plan et découvrir de nouvelles perspectives.

Les acquis du 7<sup>e</sup> quinquennat, réalisés à travers une âpre lutte de classe, grâce à un travail et à des efforts incessants pour appliquer avec esprit de suite le principe de l'appui sur ses propres forces, ont enrichi l'expérience de l'édification socialiste dans notre pays. La pensée créatrice et l'esprit de l'action de masse ont été portés à un plus haut degré, de nombreuses initiatives révolutionnaires ont été prises dans le pays entier, tel entre autres le mouvement des «Promoteurs de l'application des enseignements du camarade Enver Hoxha», qui, en tant que mouvement de grande portée idéologique, politique, économique et sociale, a été embrassé par toutes les masses travailleuses. Ces succès et la nouvelle expérience acquise dans la réalisation du 7<sup>e</sup> plan quinquennal constituent une base puissante pour assumer de nouvelles tâches encore plus importantes au cours du 8<sup>e</sup> quinquennat, et une garantie qu'elles seront accomplies.

## II

### LES DIRECTIVES DU IX<sup>e</sup> CONGRÈS DU PARTI RELATIVES AU 8<sup>e</sup> PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DE LA CULTURE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE SOCIALISTE D'ALBANIE

Notre économie socialiste s'engage dans l'accomplissement du 8<sup>e</sup> plan quinquennal avec une base plus puissante et de clairs objectifs et perspectives de développement. L'élaboration de ce plan repose sur les précieux enseignements et orientations du camarade Enver Hoxha, qui a souligné que les plans quinquennaux doivent être considérés comme

**« ... un ensemble unitaire aux justes proportions et aux tâches harmonisées, conforme aux exigences des lois économiques, à la ligne et à la politique du Parti et étroitement lié aux conditions concrètes intérieures et extérieures ».** (Enver Hoxha, *Du 7<sup>e</sup> plan quinquennal*, éd. alb., p. 508, Tirana, 1982.)

Le projet du 8<sup>e</sup> plan quinquennal a été soumis à l'examen des larges masses travailleuses des villes et des campagnes, les tâches qui y sont fixées portent le sceau de leur pensée créatrice, réaliste et mobilisatrice. Au cours de ce débat d'une grande importance politique et économique, les travailleurs ont fait plus de 70 000 propositions en mettant au jour de nouvelles ressources et capacités pour accroître la production, les exportations et leur efficacité, etc.

Se guidant sur la ligne générale marxiste-léniniste du Parti et sur sa politique économique, soucieux de faire avancer le pays, sans arrêt et résolument, dans la voie de la construction du socialisme, le Comité central du Parti fixe pour objectif fondamental du 8<sup>e</sup> plan quinquennal : **« d'assurer le développement ininterrompu, soutenu et à des rythmes élevés de l'économie et de la culture en ne comptant que sur nos propres forces; de consolider et de perfectionner la structure diversifiée de notre économie en préservant la priorité donnée à l'industrie et en assurant le développement accéléré de l'agriculture ; d'accroître l'efficacité de la production et l'accumulation grâce à une exploitation plus poussée de nos ressources matérielles et de nos autres possibilités, des capacités productives existantes ainsi que de celles qui tendront à s'accroître et à se moderniser ; d'observer de justes rapports dans le développement de la reproduction socialiste élargie ; de promouvoir et de parfaire les rapports de production socialistes ; d'élever le niveau de vie matériel et culturel des masses travailleuses et d'accroître la capacité de défense de la patrie. »**

Conformément à cet objectif fondamental, le développement économique et social du pays revêtira les traits suivants :

— Les objectifs définis par le 8<sup>e</sup> plan quinquennal seront atteints grâce à nos seules ressources matérielles, financières et monétaires sans aucune aide ni crédit de l'étranger.

— Les rythmes d'accroissement du produit social, du revenu national et des recettes financières seront plus rapides que pendant le quinquennat précédent et 2 à 3 fois plus élevés que les rythmes de croissance démographique.

— La structure diversifiée de notre économie sera consolidée et améliorée. La priorité continuera d'être accordée aux deux branches principales, l'industrie et l'agriculture. Le processus d'industrialisation socialiste avancera grâce au développement plus rapide de l'industrie d'extraction et de traitement des minerais ainsi que des industries légère et alimentaire.

— La réalisation des tâches fixées reposera essentiellement sur la base matérielle et technique existante. La production industrielle globale sera assurée à quelque 74 pour cent par les capacités productives existantes tandis que l'accroissement de la production des cultures des champs sera assuré à 95 pour cent par l'élévation des rendements.

— L'efficacité de notre économie sera portée à un niveau supérieur, le revenu national et le produit pour la société s'accroîtront plus vite que les dépenses matérielles et le produit pour soi.

— Les rapports socialistes dans le domaine de la propriété, de la répartition et des échanges, de la gestion et de l'organisation de l'économie se perfectionneront parallèlement à l'essor des forces productives.

— Le bien-être matériel et le niveau culturel des masses travailleuses, surtout dans les campagnes, seront garantis et élevés grâce à l'accroissement de la production matérielle et au développement des secteurs socio-culturels, afin que les disparités entre elles et les villes soient réduites au plus vite. Par ailleurs, la capacité de défense de notre patrie socialiste sera consolidée.

Compte tenu de l'objectif fondamental du 8<sup>e</sup> plan quinquennal (1986-1990), en 1990 les principaux indices du développement de l'économie et de la culture du pays auront augmenté par rapport à 1985 dans les proportions suivantes :

- Produit social : 31 à 33 pour cent
- Revenu national : 35 à 37 pour cent
- Revenus financiers de l'Etat dans leur ensemble : 37 à 39 pour cent
- Exportations : 44 à 46 pour cent
- Rendement social du travail : 11 à 13 pour cent
- Investissements fondamentaux (du 8<sup>e</sup> quinquennat par rapport au 7<sup>e</sup>) : 11 à 13 pour cent
- Revenu réel par habitant : 7 à 9 pour cent

Ces objectifs constituent un grand programme de travail pour assurer le développement économique et social du pays, consolider la stabilité et élever le degré d'indépendance et d'initiative de notre économie socialiste.

Camarades délégués, permettez-moi de vous exposer, conformément aux orientations de la politique économique du Parti et aux tendances principales du développement de notre économie au cours du 8<sup>e</sup> quinquennat figurant dans le rapport présenté par le camarade Ramiz Alia, les tâches essentielles qui nous incombent pour le développement des diverses branches et des divers secteurs de l'économie, de l'enseignement, de la science et de la culture, et pour la consolidation de la défense du pays, ainsi que quelques-unes des mesures importantes à adopter en vue de leur heureux accomplissement.

**1. En application de la politique du Parti sur la construction de la base matérielle et technique du socialisme, l'industrie sera le principal objet d'attention au cours de ce quinquennat également,** elle continuera de se développer à des rythmes accélérés, de manière proportionnée et en harmonie avec les autres branches de l'économie nationale.

En 1990, la production industrielle aura augmenté de 29 à 31 pour cent par rapport à 1985, soit à un rythme annuel moyen de 5,6 pour cent. Cela sera réalisé surtout grâce à l'exploitation des capacités productives, à l'agrandissement, à la restructuration et à la modernisation des établissements existants ainsi qu'à la mise sur pied de nouveaux établissements. La production de moyens de production se sera accrue de 31 à 33 pour cent tandis que celle d'articles de consommation courante de 25 à 27 pour cent.

Dans son rapport, le camarade Ramiz Alia vient de souligner que « La transformation des ressources naturelles potentielles reproductibles et non re-productibles en richesses actives est un problème essentiel, dont la juste solution permet d'accroître pour une large part les capacités productives de notre société. » (Ramiz Alia, *Rapport au IX<sup>e</sup> Congrès du PTA*, éd. fr., p. 46, Editions « 8 Nëntori », Tirana, 1986.) En application de cette orientation, des tâches importantes nous incombent pour développer rapidement notre industrie lourde d'extraction et de transformation. Une attention particulière sera consacrée au développement et au renforcement de notre industrie énergétique. Le pétrole et le gaz continueront, pendant ce quinquennat aussi, d'être aux premières places dans le bilan énergétique du pays.

En 1990, **l'extraction du pétrole** aura augmenté de 33 à 35 pour cent par rapport à 1985. Cette hausse sera assurée en grande partie par l'exploitation des gisements existants. Des mesures importantes seront prises pour maintenir en état de fonctionnement le fonds existant de puits actifs et en percer de nouveaux dans les gisements en exploitation, élever davantage le coefficient d'extraction du pétrole en utilisant sur une plus vaste échelle et avec une efficacité accrue de nouvelles technologies, les méthodes dites secondaires et d'intensification. Une attention particulière sera consacrée à la mise en place et à l'entrée en service des puits dans les nouveaux gisements, à l'amélioration du niveau des recherches et de la discipline technique et scientifique, à une meilleure préparation des structures destinées au forage ainsi qu'à l'accélération des cadences de forage.



La mise en service de l'usine des lubrifiants qui en produira 16 sortes (c'est-à-dire 14 de plus qu'en 1985) et les mesures qui seront prises pour mieux exploiter les capacités productives de l'industrie de traitement du pétrole permettront d'en diversifier encore les sous-produits et d'en améliorer la qualité durant le raffinage, afin d'accroître en particulier les exportations et de réduire les importations.

Comme les besoins de notre économie en ressources énergétiques vont sans cesse croissant, la part du gaz naturel et du gaz de pétrole dans le bilan énergétique augmentera aussi. Ces produits seront utilisés plus largement comme combustibles dans l'industrie et l'agriculture, et comme importantes matières premières dans l'industrie chimique. En 1990, l'extraction du gaz aura augmenté de 2,6 fois par rapport à 1985. Cet accroissement sera assuré essentiellement par l'élargissement des champs et des réserves de gaz naturel dans les gisements existants, par une meilleure exploitation du gaz de pétrole ainsi que par la découverte et l'exploitation de nouveaux gisements.

Pour que ces tâches puissent être accomplies, le ministère de l'Energétique, les organes du Parti et du pouvoir dans les districts concernés, les communistes et tous les travailleurs du pétrole doivent opérer un tournant radical dans leur travail afin de rattraper au plus tôt le retard existant, de surmonter les difficultés et de combler les lacunes qui les ont empêchés d'atteindre les objectifs du 7<sup>e</sup> plan quinquennal. Des mesures importantes doivent être adoptées dans notre industrie pétrolière pour renforcer la direction, l'organisation et le contrôle des travaux, pour élever le niveau scientifique des études sur la préparation de nouvelles structures destinées aux forages et à la prospection. Une importance particulière sera attachée à l'amélioration de la technologie et au renforcement de la discipline technique et scientifique dans le forage des puits de pétrole et de gaz, qui sont des facteurs de poids de l'amélioration des indices techniques et économiques et de la rentabilité de ce secteur.

Pour mieux satisfaire les besoins croissants de l'économie en ressources énergétiques et substituer les combustibles solides aux combustibles liquides, **la production de charbon** aura augmenté en 1990 de 42 à 44 pour cent par rapport à 1985. Cet accroissement sera assuré par une meilleure exploitation des mines existantes dans les bassins houillers de Tirana, Memaliaj, Korçe et Pogradec à travers l'introduction de techniques et de technologies des plus avancées permettant de mieux exploiter les couches de charbon, d'accélérer les rythmes des travaux miniers, d'élever le degré de mécanisation et d'accroître les rendements de travail. Un soin particulier sera attaché à la conservation et à l'amélioration de la puissance calorifique du charbon en abaissant le coefficient d'appauvrissement et en évitant les pertes lors de l'extraction, dans les usines d'enrichissement, dans les entrepôts et pendant le transport vers le consommateur.

En 1990, **la production d'énergie électrique** aura augmenté de 80 pour cent par rapport à 1985, soit 2,5 fois plus que la production industrielle. Cette augmentation sera entièrement assurée par les centrales hydro-électriques grâce à l'application d'importantes mesures pour élever le niveau scientifique de l'exploitation rationnelle des eaux et mettre en activité à plein rendement la centrale hydro-électrique « Enver Hoxha » de Koman. Pour pouvoir satisfaire les grands besoins futurs de notre économie en énergie électrique, l'Etat fera commencer au cours du présent quinquennat les travaux de construction de la centrale hydro-électrique de Banje et d'autres centrales hydro-électriques de moindre puissance. Cependant, il est prévu une baisse des taux de consommation d'énergie électrique, ce qui rend nécessaire l'observation rigoureuse d'un régime d'économies par les branches de la production matérielle et les secteurs socio-culturels. Au cours de ce quinquennat on s'emploiera à trouver de nouvelles voies et moyens d'utiliser plus largement l'énergie électrique dans la production d'articles destinés à l'exportation, et d'augmenter la valeur de ces articles. Une plus grande quantité d'énergie électrique sera destinée à l'usage familial, qui, en 1990, doublera presque par rapport à 1985. L'Etat fera les investissements nécessaires en vue d'accroître la production d'appareils électroménagers.

**Pendant le quinquennat en cours, l'industrie d'extraction et de transformation des minerais utiles connaîtra un grand essor.** En 1990, l'extraction du minerai de chrome aura augmenté d'environ 36 pour cent, du cuivre de 42 pour cent et du ferronickel de 29 pour cent par rapport à 1985. L'extraction d'autres minerais d'une teneur acceptable en éléments utiles, comme les phosphorites, les quartz, les olivinites, les magnésites et les bauxites, ira s'intensifiant. En même temps, on redoublera d'efforts pour extraire de nouveaux éléments utiles des minerais existants. Cela permettra d'introduire

plus largement les réserves de minerais, qui constituent une grande richesse sociale pour nous et pour les générations futures, dans le circuit économique du pays.

Afin de réaliser les tâches importantes qui lui incombent, notre industrie minière doit prendre des mesures à tous les niveaux pour assurer l'accomplissement rythmique du plan, l'achèvement, dans la quantité et la qualité voulues, des travaux miniers capitaux et préparatoires nécessaires pour créer de nouveaux fronts de travail, assurer la mécanisation continue des opérations de travail dans les mines, et supprimer l'appauvrissement et les pertes du minerai au cours des opérations d'extraction. Une plus grande attention sera attachée à l'ouverture et à la mise en exploitation de nouvelles mines, surtout de celles dont les minerais ont une haute teneur en éléments utiles, ce qui ouvrira de claires perspectives de développement.

Si le gros de l'attention sera centré sur l'extraction des minerais riches, on ne manquera pas de s'intéresser aussi aux minerais pauvres. Pour les enrichir, il est nécessaire d'améliorer sensiblement le niveau des études, de l'élaboration des projets et de la mise en exploitation de nouvelles usines d'enrichissement dotées de technologies avancées, d'améliorer aussi les technologies dans les usines existantes et le travail de sélection des minerais ainsi que d'élever le degré de récupération et la qualité des concentrés. A cette fin, il est prévu de construire 10 nouvelles usines d'enrichissement du chrome, du cuivre et du charbon d'une capacité de traitement de plus de 1,8 millions de tonnes de minerai par an. En 1990, la quantité de chrome enrichi aura augmenté de 79 pour cent par rapport à 1985, tandis que la production de concentré aura presque doublé. L'accroissement de l'efficacité et de la rentabilité de la production demeure la tâche primordiale des ouvriers qui travaillent dans l'extraction et l'enrichissement des minerais.

Pour atteindre les niveaux de production fixés à l'industrie d'extraction ainsi que pour accroître comme prévu les réserves de minerais, de nouvelles tâches encore plus importantes sont posées au cours de ce quinquennat à **la prospection et aux découvertes géologiques**. Les travailleurs de ce secteur doivent avoir pour objectif principal de se faire une idée plus juste et plus complexe de la quantité, de la diversité et de la qualité des réserves géologiques qui seront mises au jour, ils devront également accroître l'efficacité des travaux géologiques en mesurant le travail du service géologique non seulement à la profondeur de forage, mais surtout à la quantité et à la qualité des réserves découvertes, à la promotion professionnelle du service et au coût de chaque unité.

Les structures de **notre sidérurgie et de notre métallurgie non ferreuse** seront améliorées, ce qui permettra de satisfaire toujours mieux les besoins de notre économie en aciers et laminés, d'accroître nos rentrées en devises et de réduire nos importations. En 1990, les productions d'aciers laminés, de cuivre pur et de fil de cuivre s'accroîtront respectivement de 30 à 32, 34 et 28 pour cent par rapport à 1985. Dans ce secteur, les communistes et les travailleurs du complexe métallurgique « L'Acier du Parti » d'Elbasan sont confrontés à de grandes tâches dans la maîtrise des technologies et l'exploitation plus complète des capacités productives, dans l'accroissement de l'efficacité de la production, l'utilisation des acquis de la science et de la technique et l'application d'une discipline technique rigoureuse au travail. La construction et la mise en service de la nouvelle usine de nickel-cobalt métallique permettront d'améliorer l'exploitation du minerai de fer-nickel et de rehausser le rôle du complexe métallurgique « L'Acier du Parti », dont la mise sur pied a nécessité et nécessite toujours de gros investissements, dans le développement de notre économie et l'accroissement de nos revenus en leks et en devises.

Au cours de son développement, notre industrie métallurgique non ferreuse s'attachera à augmenter la production de ferrochrome et à en parfaire la technologie afin d'en améliorer les indices techniques et économiques. Pour traiter plus à fond et sur place le minerai de chrome, qui est une grande richesse de notre pays, et accroître les revenus qu'il fournira pendant ce quinquennat, il faudra, parallèlement à l'extension des capacités productives existantes de l'industrie du ferrochrome, mettre en valeur de nouvelles capacités productives susceptibles d'en accroître la production, qui doit, en 1990, être plus de 2,2 fois supérieure à celle de 1985. Il incombe à l'industrie du cuivre d'améliorer ses indices qualitatifs et d'avoir élevé en 1990 le degré de récupération du métal de 1,6 pour cent par rapport à 1985. Des études seront menées plus à fond pour exploiter plus rationnellement le minerai de cuivre depuis son extraction jusqu'à son traitement à cycle complet en passant par son enrichissement et sa

fusion, pour élargir la gamme de la production de fils de cuivre et en accroître l'exportation. Les investissements prévus permettront d'augmenter les capacités productives de cette industrie et d'améliorer la structure de la production de fils de cuivre fins et très fins en réduisant progressivement la production de gros fils, qui doit cesser à la fin du présent quinquennat.

Notre pays est doté d'une puissante industrie mécanique à laquelle notre Parti a fixé pour tâche d'accroître son rôle dans la promotion du progrès technique et scientifique de toutes les branches de notre économie. Au cours du 8<sup>e</sup> plan quinquennal l'industrie mécanique accroîtra sa production de plus de 23 pour cent et elle aura pour objectif principal la production de pièces détachées dans la quantité et la qualité voulues. Grâce à une exploitation plus complète de ses capacités productives existantes, à de nouveaux investissements pour l'agrandissement et la restructuration d'un certain nombre d'usines et d'ateliers mécaniques, ainsi qu'à de nombreuses mesures techniques et organisationnelles, l'industrie mécanique, toujours soucieuse de la quantité, de la qualité et de la diversité des produits à fournir, satisfera mieux les besoins de l'économie nationale, surtout en pièces détachées, non seulement au cours du présent quinquennat mais aussi à l'avenir. Les conditions seront ainsi réunies pour que cette industrie s'engage à plus grande échelle dans la production de machines, d'équipements techniques, de chaînes de fabrication et d'usines dotées d'une technologie plus avancée. Au cours de ce quinquennat, l'industrie mécanique accroîtra la production de moteurs, de tracteurs, de moissonneuses-batteuses et d'autres machines agricoles, de téléphériques, de machines et d'équipements pour l'industrie alimentaire, de chaudières de différentes capacités, etc. Les travailleurs de cette industrie devront avant tout veiller à l'amélioration radicale de la qualité de leurs produits. Pour atteindre cet objectif, ils devront veiller à prendre des mesures pour faire avancer l'élaboration de projets en matière de construction et surtout de technologie, intensifier la spécialisation et la coopération, normaliser et standardiser la production de l'industrie mécanique. Enfin, les tâches fixées à l'industrie mécanique seront accomplies aussi grâce à l'application des mesures adoptées dans le domaine de la gestion et de l'organisation de cette branche importante de notre économie.

Le développement intensif de la production agricole et des autres branches de l'économie nationale n'est pas possible aujourd'hui sans la consolidation de l'industrie chimique, dont la production aura augmenté en 1990 de 40 pour cent par rapport à 1985. En particulier s'accroîtra la production d'engrais chimiques grâce à l'agrandissement de l'usine de superphosphates et à la construction, en 1990, d'une nouvelle usine d'urée. En 1990 la production d'engrais azotés aura augmenté de 14 pour cent par rapport à 1985, alors que celle de superphosphates aura doublé. De même, on verra augmenter de 94 pour cent la production de soude calcinée, de plus de 2,5 fois celle de détergents et s'accroître encore celle de pesticides. Les travailleurs de cette branche auront pour tâche primordiale d'exploiter pleinement leurs capacités productives et de produire de nouveaux articles pour satisfaire les besoins croissants des branches de l'économie et ceux de la population, toujours sur la base de nos propres matières premières et des déchets technologiques. Pour s'acquitter de ces tâches importantes, l'industrie chimique doit attacher une attention particulière à l'entretien des machines et à leur protection contre la corrosion, au raffermissement de la discipline technique et à la promotion de la qualification professionnelle de ses travailleurs.

Afin de faciliter l'accomplissement du plan d'investissements fondamentaux et de grands travaux prévus au cours de ce quinquennat, **l'industrie des matériaux de construction** connaîtra un nouvel essor. En 1990, sa production aura augmenté d'environ 18 pour cent par rapport à 1985. Cette industrie réalisera ses objectifs grâce à la production et à l'utilisation toujours accrues de matériaux plus légers et d'éléments préfabriqués, d'une meilleure qualité et d'un coût moins élevé. Ainsi, alors qu'en 1985 la production de briques légères ne représentait que 3 pour cent de la production globale de briques, en 1990 elle sera de l'ordre de 54 pour cent. A cette fin, des restructurations seront accomplies et de nouvelles technologies introduites dans la production de briques et de tuiles, dans l'industrie du ciment, etc.

En 1990, **l'industrie du bois** accroîtra sa production de 13 pour cent par rapport à 1985, à quoi contribueront non seulement la quantité croissante des coupes, mais aussi l'exploitation plus rationnelle et plus complexe du bois d'oeuvre à toutes les étapes de la production et du traitement. En 1990, le coefficient d'exploitation complexe du bois d'oeuvre s'élèvera à plus de 91 pour cent. L'application de toutes les mesures prévues pour le renouvellement des forêts sur des bases

scientifiques et le remplacement du bois d'oeuvre permettra d'atteindre en 1990 l'objectif fixé par le Parti en vue de rétablir l'équilibre entre les coupes de bois d'oeuvre et la pousse annuelle des arbres.

Le développement prioritaire de l'industrie lourde, en tant que trait distinctif de la politique du Parti dans l'industrialisation socialiste du pays, a réuni les conditions nécessaires à un développement plus rapide des industries légère et alimentaire. La satisfaction des besoins de la population en biens de consommation sera, comme elle a toujours été, au centre des préoccupations de notre Parti et de notre Etat socialiste. En 1990, **l'industrie légère** aura accru sa production de 30 à 32 pour cent par rapport à 1985. L'exploitation plus complète des capacités productives existantes de cette branche sera suivie également de la construction, de l'agrandissement, de la restructuration et de la mise en service de 16 établissements. Ainsi, seront agrandis les combinats textiles de Tirana et de Berat, les verreries, les usines de produits céramiques, d'articles en caoutchouc et en matière plastique, etc.

L'élargissement de la gamme des biens de consommation fournis par l'industrie légère, l'accroissement de leur quantité et l'amélioration de leur qualité, notamment en ce qui concerne les menus objets, seront suivis d'un remplacement progressif des matières premières naturelles par des matières synthétiques, dans le textile, la chaussure, la fabrication de meubles et d'appareils ménagers, et partout où cela sera possible.

L'application des mesures prévues au cours de ce quinquennat permettra d'accélérer la production et la commercialisation du prêt-à-porter, et cela à travers la spécialisation et l'agrandissement des entreprises concernées. Des améliorations radicales seront apportées aux modèles existants, qui seront plus variés, à la qualité de la façon, à l'application d'une technologie moderne dans la coupe et la couture, et au travail mené, à partir de là, pour une gradation plus diversifiée et ajustable des prix de détail, etc.

Quant à **l'industrie alimentaire**, elle accroîtra sa production de 30 à 32 pour cent au cours du présent quinquennat. Des mesures importantes seront prises dans cette branche pour améliorer la technologie de la production. A part les entreprises relevant directement de l'industrie alimentaire, celles qui sont intégrées dans le système du commerce et de l'agriculture doivent s'occuper mieux et davantage des problèmes alimentaires. Il leur incombe de drainer, de stocker et de traiter en temps voulu et avec le moins de pertes possible les matières premières végétales et animales, d'élever les rendements de 5 à 27 pour cent, surtout dans la production d'huile, de sucre et de fromage, de veiller à une exploitation plus complète des déchets technologiques afin d'accroître la production de divers articles et notamment d'aliments destinés à l'élevage.

De plus importants investissements seront consacrés au développement de l'industrie alimentaire. Au cours de ce quinquennat, les investissements dans ce secteur seront de 87 pour cent supérieurs à ceux du quinquennat passé ; 64 usines seront nouvellement construites, 10 autres agrandies ou restructurées, huileries, usines de fermentation des tabacs, fabriques de cigarettes, laiteries, conserveries, brasseries et fabriques de jus de fruits, etc.

L'accroissement et la diversification de la production, l'amélioration de la qualité des marchandises de consommation, de leur emballage et de leur présentation constituent un vaste domaine où la pensée, l'imagination et l'action novatrices des ouvriers, des ingénieurs, des techniciens et des économistes doivent se faire encore mieux sentir afin que soit opéré le tournant souhaité par le Parti pour une meilleure satisfaction des besoins de la population. Dans ce domaine il faut combattre avec force les manifestations de globalisme qui entravent encore l'accroissement de la production de biens de consommation, surtout celle de menus objets. A cette fin, des mesures concrètes seront arrêtées en vue de perfectionner la planification de la production et des rendements, et d'utiliser plus efficacement le mécanisme des prix.

2. Tout au long de la construction socialiste du pays, notre Parti a appliqué avec esprit de suite une politique économique marxiste-léniniste selon laquelle pour avoir une économie puissante et indépendante il faut fonder son développement sur une industrie complexe et puissante comme sur une agriculture avancée. Conformément à cette politique, au cours du présent quinquennat **notre agriculture se développera sur toute la ligne et plus rapidement que les autres branches de notre économie**, en poursuivant dans la voie de l'intensification complexe et harmonieuse de tous ses secteurs afin de consolider et d'enrichir les succès obtenus à ce jour. Aux termes des directives

données dans le rapport du Comité central du Parti présenté par le camarade Ramiz Alia, le présent quinquennat verra une meilleure harmonisation de la voie intensive et de la voie extensive du développement de notre agriculture, la priorité étant toujours accordée à l'intensification de la production agricole dans tout le pays. Parallèlement à la consolidation des succès enregistrés dans la zone de 100 000 hectares prioritairement intensifiée, des mesures seront prises en vue d'appliquer la seconde phase du programme du Parti pour étendre encore cette zone dans les plaines les plus fertiles du pays.

Au cours du présent quinquennat, la production agricole augmentera de 35 à 37 pour cent par rapport au quinquennat précédent, soit à un rythme annuel moyen de 6,4 pour cent. Cela permettra d'accroître plus rapidement la production céréalière et animale, de mieux satisfaire les besoins de la population en oeufs, lait et viande, légumes, pommes de terre et haricots, d'accroître la production de cotonnades, de sucre et de matières grasses et d'augmenter l'exportation des produits végétaux, notamment des tabacs.

L'accroissement de la **production céréalière** demeurera la tâche principale de notre agriculture au cours du présent quinquennat et se rattachera non seulement à la satisfaction des besoins de la population, mais encore à la consolidation des réserves et de la base alimentaire de l'élevage. Cet accroissement sera dû en majeure partie à l'élévation des rendements, surtout du maïs, où de nombreuses possibilités et réserves existent en vue d'un grand bond en avant.

Des mesures importantes seront également prises pour accroître la production de coton, de tournesol et de betterave sucrière, essentiellement à travers l'élévation des rendements. En particulier, la production de tabac aura augmenté en 1990 de 92 pour cent par rapport à 1985, et cela grâce à l'extension des superficies cultivées et à l'élévation des rendements.

Au cours du présent quinquennat, un tournant notable sera opéré dans l'accroissement de la production de légumes, de pommes de terre et de haricots grâce à l'élévation de leur rendement. Cela améliorera sensiblement tout au long de l'année l'approvisionnement de la population en ces produits nécessaires au perfectionnement de sa structure alimentaire. A cette fin, d'importants investissements seront faits pour intensifier encore ces cultures, accroître la superficie des serres, mieux exploiter les zones d'un microclimat favorable à la culture des primeurs dans tous les districts du pays, etc. On verra également s'accroître les possibilités de conservation frigorifique des légumes. L'amélioration de l'approvisionnement de la paysannerie coopérée en pommes de terre et en haricots sera aussi et surtout le fait de l'initiative prise par les brigades des coopératives et des entreprises agricoles qui se sont engagées à les cultiver sur les superficies de seconde culture.

Notre Parti n'a jamais séparé le développement de l'agriculture de celui de **l'élevage**, mais actuellement celui-ci revêt une importance particulière pour améliorer plus rapidement l'approvisionnement de la population en produits animaux et faire rattraper à ce secteur son retard relatif. Le développement de l'élevage au cours de ce quinquennat aura pour trait essentiel l'accroissement rapide du nombre du bétail et de la productivité de ses différentes sortes dans toutes les régions du pays, la priorité étant donnée au menu bétail dans les zones de collines et de montagnes. En 1990, le nombre du menu bétail aura augmenté de 64 pour cent et celui des vaches de 34 pour cent par rapport à 1985, si bien qu'à la fin du présent quinquennat le pays comptera 3 570 000 têtes de menu bétail et 305 000 vaches.

Le présent quinquennat sera marqué par le renforcement économique et organisationnel des coopératives à vocation pastorale qui justifient leur existence, ainsi que par l'accroissement de leur nombre. De nouvelles entreprises à vocation pastorale seront mises sur pied à proximité des zones de pâturages qui ne sont pas encore exploités ou le sont fort peu.

L'initiative prise pour la création et l'élevage de petits troupeaux de vaches et autre bétail par les brigades des champs, des cultures fruitières, maraîchères et fourragères dans les coopératives et les entreprises agricoles, contribuera grandement à l'accroissement numérique du cheptel. Cette initiative prouve qu'il existe des possibilités et des réserves dont il faut profiter pour augmenter rapidement le nombre du bétail, grâce à la mise en oeuvre des moyens considérables dont les brigades disposent sur leur territoire pour élever du bétail et satisfaire ainsi leurs besoins en lait frais dans l'année 1988. L'expérience acquise par la coopérative agricole de Goré du district de Lushnje montre que cette initiative crée aussi des réserves en vue de satisfaire les besoins en viande des coopérateurs. La

création et la consolidation de petits troupeaux de bétail dans les brigades de coopérateurs donnera une puissante impulsion au développement de l'élevage et à l'accroissement de sa production en en faisant l'affaire de tous les travailleurs de l'agriculture.

Au cours de ce quinquennat également, notre Etat a fait et fera encore d'importants investissements pour le développement de l'élevage et l'amélioration de la race de toutes les sortes de bétail et de volaille, qui possèdent actuellement des capacités génétiques leur permettant de doubler leur production. Dans les conditions nouvellement créées, les exploitations agricoles de la zone prioritairement intensifiée sont en mesure d'obtenir un rendement annuel moyen de plus de 2 500 litres de lait par tête de vache, les exploitations des zones de plaine d'au moins 2 000 litres et les autres exploitations d'au moins 1 500 litres. Les coopératives de la zone de plaine doivent chercher à obtenir de leurs troupeaux de moutons plus de viande en recourant à de nouvelles méthodes de croisement industriel amenant les brebis à abattre à mettre bas deux fois l'an, afin d'obtenir de chacune d'elles 30 à 40 kg de viande par an. Dans les zones de collines et de montagnes, il est nécessaire d'accroître la production de lait, de laine et de viande des troupeaux de menu bétail.

La réalisation des objectifs fixés pour le développement de l'élevage nécessite un tournant radical dans le travail visant à assurer une base alimentaire abondante, équilibrée, régulière et s'étendant sur toute l'année. Au cours de ce quinquennat, les rendements des cultures fourragères principales s'accroîtront de 62 pour cent et ceux des secondaires de 46 pour cent. Cet objectif sera atteint si l'on élimine les tendances à la sous-estimation et les partis pris dans le traitement des cultures fourragères et si l'on fonde leur production sur une base matérielle et des façons adéquates, au même titre que pour les autres cultures. On accordera la priorité à l'ensilage des fourrages, surtout du maïs en panicules, et à la production accrue d'herbe et de luzerne en accroissant dans le même temps les surfaces ensemencées en plantes légumineuses ainsi que le stockage et le traitement de la paille. L'amélioration massive et radicale des pâturages naturels et l'accroissement du nombre des prairies cultivées, qui nécessiteront, au cours de ce quinquennat, 4 fois plus d'investissements qu'au quinquennat précédent, contribueront à créer une autre grande réserve pour accroître le fonds d'alimentation dans le secteur de l'élevage. Le Parti est certain que la jeunesse du pays, qui a assumé cette tâche importante, saura s'en acquitter avec succès. L'application des mesures prévues pour le stockage, le traitement et l'utilisation de tous les sous-produits de l'agriculture, de l'industrie alimentaire et des autres secteurs, aidera à assurer une base alimentaire plus équilibrée de l'élevage. Dans le même temps, le ministère de l'Agriculture et les organes du Parti et du pouvoir dans les districts doivent suivre de près et mener jusqu'au bout avec un sens élevé des responsabilités le travail entamé pour l'unification du nombre de bétail par unité de superficie dans chaque district et exploitation agricole aux conditions analogues. Les établissements de recherche spécialisés doivent, de leur côté, mettre au point et utiliser à grande échelle de nouvelles techniques favorisant l'élevage du bétail, l'amélioration des races d'une haute productivité et leur exploitation pratique.

**L'arboriculture fruitière** connaîtra, au cours du présent quinquennat, un essor considérable. Ainsi, la production de fruits, de raisin, d'agrumes et d'olives s'accroîtra respectivement de 32, 44, 42 et 77 pour cent par rapport au quinquennat précédent. Le développement de l'arboriculture fruitière au cours du présent quinquennat se caractérisera non par la création de nouvelles plantations, mais par l'intensification des services appliqués dans les plantations existantes, et par la définition d'un nombre optimal d'arbres fruitiers pour chaque hectare de terre de manière à accroître la production et son efficacité. En ce qui concerne la culture de l'olivier, parallèlement à l'accroissement du nombre des pieds d'arbre et à l'intensification des façons dans les plantations existantes, on aura intérêt à en augmenter la production et à atténuer les effets de sa périodicité en assurant l'arrosage de 500 000 autres oliviers, ce qui représente un accroissement de 35 pour cent par rapport à 1985. La grande action que le Parti a confiée récemment à notre jeunesse donnera une puissante impulsion au développement de cette importante culture dont la production doit doubler à la fin du présent quinquennat. Pour pouvoir s'acquitter des tâches qui lui incombent, notre agriculture bénéficiera de nombreux investissements, qui représentent environ 32 pour cent du volume global des investissements prévus pour l'ensemble du présent quinquennat, sans compter ceux qui seront faits dans les secteurs auxiliaires et qui s'élèveront à quelque 700 millions de leks.

L'Etat investira, en premier lieu, pour les travaux d'aménagement et de bonification des terres, pour la construction de nouveaux ouvrages d'irrigation et le développement de l'élevage, etc.

Au cours du présent quinquennat seront défrichés 20 000 hectares de terres nouvelles, et cela pour répondre aussi aux exigences d'une croissance démographique rapide. Il faut en outre veiller en particulier à protéger le fonds de terre existant. A cette fin, de nouvelles mesures seront prises pour contrôler et discipliner les constructions effectuées sur les superficies arables, les travaux d'aménagement et de protection des terres contre l'érosion seront accélérés ainsi que le travail pour assainir les terres acides et salées. Le ministère de l'Agriculture et les institutions qui en relèvent doivent apporter au plus tôt une solution d'ensemble à tous ces problèmes.

En 1990, 63 pour cent de la superficie cultivée sera irriguée, contre 56 pour cent en 1985. A cette fin, l'Etat investira au cours de ce quinquennat 980 millions de leks, soit 30 pour cent de plus que pendant le quinquennat précédent, en faisant construire et mettre en service, par étapes, de nombreux ouvrages d'irrigation dont certains de grandes dimensions. Le grand réservoir de Banje, qui entrera en service dès 1988, permettra d'améliorer l'irrigation de 60 000 hectares de terre dans les districts d'Elbasan, Durrës, Lushnje, Berat et Fier et d'irriguer plus tard 30 000 hectares de terres nouvellement défrichés. D'autres réservoirs importants seront construits, comme celui de Metallaj dans le district de Durrës, qui accroîtra la capacité d'irrigation de 600 hectares et permettra d'améliorer l'irrigation de 5 800 autres, celui de Panahor, dans le district de Fier, d'une capacité d'irrigation de 4 200 hectares, le réservoir de Buville dans les districts de Tirana et de Kruje, d'une capacité d'irrigation de plus de 4 100 hectares ; dans le district de Sarande sera construit le réservoir de Janiar, d'une capacité d'irrigation de 2 500 hectares, qui permettra aussi d'améliorer l'irrigation de 3 000 autres. Par ailleurs, dans la zone de Mbishkodër seront irrigués 3 400 nouveaux hectares alors que sur 7 400 autres l'irrigation sera améliorée ; dans le district de Pogradec, seront irrigués plus de 2 000 hectares de la zone du Mali i Thatë. Tous ces réservoirs accroîtront sensiblement les capacités d'irrigation de notre agriculture et amélioreront l'irrigation des cultures dans tous les districts du pays.

Mettant à profit l'expérience positive acquise dans les travaux de construction accélérés des ouvrages d'irrigation au cours du quinquennat précédent, les organes du Parti et du pouvoir, au sommet comme à la base, auront pour méthode principale de leur travail, pendant le présent quinquennat, celle des actions pour réduire les délais de construction de ces importants ouvrages.

En application des directives du Comité central du Parti, une série de mesures complexes seront prises également pour le développement des coopératives agricoles des zones de collines et de montagnes, notamment de celles du Nord-Est du pays, ainsi que pour le renforcement économique et organisationnel des coopératives agricoles en général. Les grandes tâches qui incombent à l'agriculture et à l'élevage, au cours de leur développement pendant le présent quinquennat, seront précédées et étayées d'une série d'études et de synthèses, d'une plus large application des acquis de la science moderne dans la production. Les institutions de recherche, les cadres, les spécialistes et tous les travailleurs de la production doivent veiller en particulier à la mise au point et à l'application de technologies avancées, à l'accroissement de la fertilité du sol, à l'emploi efficient des engrais chimiques et organiques, à la mise au point et à l'utilisation de meilleures semences d'une haute productivité, de races de bétail plus productives, à l'harmonisation plus complète de tous les maillons de la technique agricole, de la zootechnie et du service vétérinaire dans les coopératives et les entreprises agricoles comme dans les fermes d'élevage, à la mécanisation accrue des travaux agricoles, etc.

**3. Les investissements fondamentaux et les grands travaux sont au nombre des principaux facteurs qui garantiront le développement économique et social du pays.** La mise en valeur de toutes les ressources matérielles, financières et monétaires permettra d'élever le volume des investissements à 24 milliards 450 millions de leks au cours du présent quinquennat. Environ 83 pour cent de cette somme seront utilisés dans la sphère de la production matérielle et les investissements seront, en premier lieu, destinés au développement des industries lourde, légère et alimentaire, et de l'agriculture. Des améliorations sensibles seront apportées aussi à la structure des investissements, la priorité devant être accordée à la production de machines et d'équipements de production, en tant que part la plus active des fonds essentiels.

L'application du grand programme d'investissements implique l'adoption de mesures idéologiques, politiques, économiques, techniques et organisationnelles générales par les organes du Parti, les organismes de l'Etat et de l'économie afin d'apporter en temps voulu une solution aux problèmes posés à toutes les étapes du travail d'étude, de l'élaboration des projets et de la mise en service des établissements qui seront construits. Les investisseurs et les institutions chargées de l'élaboration des projets doivent contribuer à l'élaboration du plan d'investissements en se livrant préalablement à des études permettant de prévoir le développement à long terme des branches de notre économie et d'améliorer la qualité des projets, de juger et de définir judicieusement l'ordre de priorité dans la construction des établissements prévus, de trouver des solutions plus efficaces appropriées à nos conditions et à nos possibilités.

Pour accomplir les objectifs dans le domaine des investissements et réduire les délais fixés dans la construction des établissements, les organismes de la construction, au sommet comme à la base, devront mieux concentrer les travaux de construction et de montage en recourant plus largement à la méthode de l'action, élever le degré de mécanisation et la productivité du travail, exploiter les nombreuses réserves existant dans la construction afin d'en abaisser le coût.

L'accroissement de l'efficacité des investissements exige le renforcement de la coopération et une meilleure coordination des tâches entre les départements investisseurs, les ministères de la Construction, de l'Industrie et des Mines, et du Commerce extérieur afin d'assurer en temps voulu et dans la qualité requise les machines produites chez **nous** et celles importées, et de garantir aussi la mise en service des établissements dans les délais fixés.

**4. Au cours du présent quinquennat, la structure de nos transports s'étendra et s'améliorera, de façon à mieux répondre au développement économique et social du pays.** En 1990, le volume global du transport des marchandises aura augmenté de 28 à 30 pour cent par rapport à 1985, soit à un rythme annuel moyen de 5,4 pour cent. La priorité sera accordée au transport ferroviaire, qui progressera de 49 pour cent. A cette fin, il faudra intensifier le transport dans les lignes existantes, achever la construction de la ligne Milot-Rrëshen-Klos et de certains embranchements. Des mesures seront prises également pour élever le niveau de l'organisation et de la gestion du travail, surtout dans le transport ferroviaire, afin d'y introduire des technologies avancées, de doubler les capacités de réception et d'expédition des gares et des embranchements, etc.

Au cours du présent quinquennat, les **transports** maritime et fluvial s'accroîtront de plus de 2 fois. A cette fin, l'application des mesures envisagées permettra de mieux exploiter les navires, d'élever le degré de mécanisation des opérations de **chargement** et de déchargement dans les ports maritimes, d'introduire de nouvelles formes d'emballage des marchandises transportées en grande quantité et d'améliorer la coordination des tâches qui incombent aux transports et à la production. Une attention soutenue sera attachée aussi au renforcement des transports intérieurs à travers l'utilisation plus étendue des téléphériques, l'accroissement et la meilleure exploitation des capacités existantes des transports en général.

Tous ces objectifs obligent les organismes des transports au sommet comme à la base à prendre d'importantes mesures pour accroître la disponibilité technique et le coefficient d'utilisation des divers moyens grâce à l'introduction de technologies nouvelles dans les services de réparation. L'exploitation des moyens de transport sera améliorée grâce à une utilisation plus intense des remorques, à un effort plus sérieux pour doubler le nombre des véhicules utilisés à deux relèves, et à l'adoption de mesures en vue d'éviter les chassés-croisés inutiles et le transport du même type de marchandises à la fois par le rail et par la route.

Au cours de ce quinquennat, les postes et **télécommunications** se développeront encore en mettant surtout l'accent sur l'amélioration de la qualité et du niveau culturel de leurs services, sur leur disponibilité croissante et une meilleure exploitation de leurs capacités existantes. A cette fin, elles consolideront leur base technique en y ajoutant de nouveaux systèmes, ce qui permettra de passer graduellement à une liaison téléphonique automatique entre les villes. D'autre part, la liaison téléphonique dans chaque district entre les centres des villages regroupés et chaque village à part sera étendue et améliorée.



**5. Les nouvelles perspectives qu'ouvre le présent quinquennat favoriseront l'augmentation du volume de la circulation des marchandises dans notre commerce extérieur.** Notre économie se développera sur la base d'une balance des paiements active où le volume des exportations s'accroîtra prioritairement par rapport à celui des importations. Au cours de ce quinquennat, nos exportations s'accroîtront à un rythme annuel moyen de 7,8 pour cent, leur structure s'améliorera, car les produits énergétiques, le chrome et les tabacs y occuperont la place principale. L'augmentation du volume de nos exportations exige en premier lieu l'accomplissement du plan de la production, l'amélioration de la qualité des produits et la baisse de leur prix de revient dans les entreprises qui produisent des marchandises destinées au marché extérieur, et cela en trouvant de nouvelles voies et possibilités pour en augmenter la production.

Dans le même temps, les organismes de notre commerce extérieur doivent influencer davantage sur les producteurs grâce à une meilleure connaissance des demandes des marchés extérieurs et de l'évolution de l'économie des pays avec lesquels nous commerçons. Ils doivent, grâce aussi à un travail plus efficace de leur part, vendre et acheter avantageusement, et assurer, enfin, la réception en temps voulu et dans le but requis des marchandises importées. Les organismes de notre commerce extérieur doivent faire preuve de plus d'habileté et de savoir-faire pour exploiter plus intelligemment les conjonctures et les prix sur le marché international au profit de notre économie. Notre pensée économique doit occuper une meilleure place dans l'activité des travailleurs de ce secteur également. Dans son rapport, le camarade Ramiz Alia a souligné : « Notre balance des paiements devient toujours plus active grâce à l'augmentation de nos exportations et à la diminution relative de nos importations. On y contribue aussi en économisant les marchandises susceptibles d'être exportées, ainsi qu'en substituant nos propres produits à ceux que nous importons aujourd'hui ». (Ramiz Alia, *Rapport au IX<sup>e</sup> Congrès du PTA*, éd. fr., p. 36, Editions « 8 Nëntori », Tirana, 1986.) C'est là un vaste front de travail pour tous les cadres, les spécialistes et les travailleurs de chez nous ; il demande que l'on procède, parallèlement aux efforts déployés pour augmenter le nombre des marchandises destinées à l'exportation, au remplacement en quantité toujours accrue des produits que nous importons par des produits albanais et au renforcement continu du régime d'économies dans l'utilisation des matières premières et du matériel importés. Il faut mener une lutte opiniâtre contre les tendances et les attitudes erronées consistant à obtenir beaucoup de marchandises par le canal des importations au lieu d'encourager la pensée et l'activité créatrices, les études et l'expérimentation dans les entreprises productives et celles du commerce extérieur pour obtenir ces marchandises dans le pays même.

Pour accroître l'efficacité de notre commerce extérieur, nos organismes de la planification, nos finances et notre Banque doivent mieux assumer leur rôle en menant un travail plus qualifié pour accroître les ressources de nos exportations, réduire nos importations, renforcer le contrôle exercé sur l'utilisation des devises, suivre de près les prix et les conjonctures du marché international, etc.

**6. Au cours du présent quinquennat, les ressources financières augmenteront rapidement en fonction du développement de notre économie et de l'accroissement de son efficacité et de sa rentabilité.** De 1985 à 1990, le total des revenus financiers de l'Etat s'accroîtra à un rythme annuel moyen de 6,8 pour cent. Pour que cet objectif soit atteint, chaque cellule de notre économie doit accomplir, sur toute la ligne, les tâches du plan à tous les indices quantitatifs et qualitatifs, et avec le moins de frais possible.

Chaque entreprise doit en particulier veiller à réduire le coût de production, ce qui assurera 61 pour cent de l'accroissement de son revenu net. Dans le plan de l'abaissement du coût de production, la place principale revient à la réduction des dépenses matérielles. Si, en 1985, 100 leks de produit social ont coûté 60 leks matériels, en 1990 ils n'en coûteront que 58,8 leks. Selon les prévisions, les taux de consommation des combustibles, des aciers et laminés doivent, à eux seuls, baisser de 5 à 20 pour cent par rapport au quinquennat passé, ce qui demandera un très vaste travail de la part des organismes de l'Etat et de l'économie pour définir et appliquer des taux de consommation scientifiquement fondés des matériaux utilisés, en tant que base de l'application du plan de réduction du coût de production.

Il importe d'élever le niveau de la gestion dans ce domaine et d'apporter une solution plus qualifiée aux problèmes posés par une meilleure coordination de l'aspect financier et de l'aspect matériel de la production, afin d'amener chaque maillon de notre économie à fonctionner de façon rentable, à couvrir

ses dépenses par ses rentrées et à contribuer ainsi à accroître nos ressources financières. Des mesures sérieuses seront prises pour réduire le nombre des entreprises, des activités et des articles déficitaires, notamment des entreprises agricoles, pour que celles-ci jouent pleinement un rôle d'avant-garde dans l'accomplissement des tâches fixées par le plan à l'agriculture.

Les problèmes financiers feront l'objet d'une attention soutenue de la part non seulement des organismes de la planification, des finances et de la Banque, mais encore de tous les cadres, spécialistes et travailleurs pour que leur pensée créatrice contribue à l'accroissement des revenus et à la réduction continue des dépenses financières en leks et en devises.

**7. La garantie et l'élévation du bien-être matériel et du niveau culturel des masses travailleuses seront, au cours de ce quinquennat également, au centre de l'attention de notre Parti.** En 1990, les revenus réels par habitant seront supérieurs de 5,8 pour cent dans les villes et de 12,7 pour cent dans les campagnes par rapport à 1985. Cela favorisera et accélérera la réduction des disparités entre les villes et les campagnes. Les revenus réels par habitant s'accroîtront essentiellement grâce à l'emploi du surplus de population active, à l'augmentation du salaire moyen dans les villes et des revenus par travailleur dans les campagnes, à l'accroissement du fonds de consommation sociale et à la stabilité des prix de détail. L'accomplissement de ces objectifs dépend de l'accomplissement intégral des tâches du plan à tous ses indices quantitatifs et qualitatifs. Aussi faudra-t-il concevoir et mener la lutte pour l'accomplissement du plan comme une lutte pour la garantie et l'élévation du bien-être de la population, ce qui est aussi la loi économique fondamentale de notre société socialiste.

En 1990, **la circulation des marchandises de détail** dans le commerce d'Etat et dans les coopératives agricoles sera supérieure de 25 pour cent à celle de 1985. Compte tenu de l'accroissement du fonds de marchandises et du pouvoir d'achat de la population, une augmentation a été prévue dans la consommation par habitant des principaux produits alimentaires et industriels. Ainsi, le taux de cette augmentation sera de 50 pour cent pour la viande, de 51 pour cent pour le lait, de 58 pour cent pour les oeufs, de 32 pour cent pour les légumes et les pastèques, de 168 pour cent pour les pommes de terre, de 62 pour cent pour les haricots, de 55 pour cent pour les fruits, agrumes et raisin, de 29 pour cent pour les articles de bonneterie, de 32 pour cent pour les chaussures, etc. Au cours de ce quinquennat, parallèlement à l'accroissement sensible de l'approvisionnement de la population en produits pastoraux, une attention particulière sera attachée à l'augmentation de la production de menus objets pour mieux en satisfaire les demandes de la population. A cette fin, non seulement les entreprises relevant du ministère des Industries légère et alimentaire, mais encore les entreprises des autres branches de notre économie doivent s'employer à transformer en articles de consommation courante tous les déchets technologiques des matières premières qu'elles utilisent. C'est là une directive importante et permanente de notre Parti dont l'application exige une compréhension et une appréciation sérieuses de la part des cadres dirigeants des organes du Parti et du pouvoir dans les districts, des organismes économiques et de tous les communistes et travailleurs du pays pour exploiter la totalité des réserves et des possibilités qu'offre toujours notre économie, pour fournir à la population une quantité toujours croissante de marchandises de consommation dont elle a besoin. Afin de traduire dans les faits cette directive, la pensée scientifique, novatrice, technique et technologique sera encouragée encore plus et par tous les moyens.

Les organismes de **notre commerce intérieur** doivent mener un travail plus approfondi et plus systématique pour connaître les besoins de la population en marchandises et en services et, à partir de là, planifier et suivre de près la distribution et redistribution territoriales des marchandises. Ils doivent influencer davantage sur la production pour l'orienter et l'encourager conformément aux demandes des consommateurs, veiller plus attentivement à l'approvisionnement du marché et à l'état des marchandises qui s'y trouvent, à leur quantité et à leur structure, élever le niveau culturel des travailleurs du commerce et combattre les phénomènes négatifs et les manifestations étrangères au socialisme dans le domaine de la protection et de la bonne gestion de la propriété sociale, etc. Une attention particulière sera attachée à l'élévation du niveau des services dans le commerce du secteur coopératif ainsi qu'à l'écoulement des légumes et des fruits des coopératives agricoles. Des mesures radicales doivent être adoptées surtout dans les cafés, restaurants et réfectoires pour en améliorer le service, élever le niveau de culture et d'hygiène, en construire de nouveaux à proximité des lieux de travail et des centres habités, et accroître le nombre des plats semi-cuisinés à usage familial.

L'augmentation planifiée de la quantité de produits alimentaires, de légumes et de fruits doit être suivie de l'extension de leur système de conservation dans des locaux aussi appropriés que possible à leur utilisation conformément aux demandes du marché tout au long de l'année.

En 1990, les services **communaux au profit de la population** se seront accrus de 43 à 45 pour cent par rapport à 1985. Une attention particulière sera attachée aux services communaux surtout dans les campagnes, où leur nombre doublera au cours de ce quinquennat. Pour appuyer la grande action déclenchée à l'échelle nationale en vue d'assurer en abondance l'eau potable à tous les villages et centres habités du pays, il est prévu de construire jusqu'en 1990 des aqueducs desservant 1 200 villages ainsi que d'améliorer et d'agrandir les aqueducs existants. A cette fin et pour connecter les villages au réseau routier, on dépensera plus de 460 millions de leks et utilisera plus de 25 000 tonnes de tuyaux ainsi que toute la base matérielle nécessaire à cet effet.

D'autre part, les conditions de logement de la population seront elles aussi améliorées. Au cours du présent quinquennat 85 000 appartements et maisons d'habitation seront construits dans les villes comme à la campagne. Dans le même temps, les organismes de l'économie communale prendront de nombreuses mesures pour entretenir le fonds d'habitations de l'Etat, veiller à l'hygiène de l'environnement, à l'aménagement d'espaces verts et à la mise sur pied de locaux d'un niveau culturel élevé dans les villes et autres agglomérations.

Au cours de ce quinquennat, un travail plus approfondi sera mené dans l'enseignement pour améliorer la qualité de la formation idéologique et scientifique des élèves et des étudiants, parfaire leurs aptitudes sur le plan pratique, élever le rendement du processus didactique et éducatif et resserrer encore les liens de l'école avec la vie. A cette fin, des mesures seront prises pour faire progresser la pensée scientifique et pédagogique, les méthodes du travail didactique et la généralisation de l'expérience avancée, ainsi que pour élever le niveau de formation et de qualification des enseignants. L'enseignement secondaire régulier deviendra plus massif et s'étendra pour regrouper, en 1990, plus de 71 pour cent des élèves qui auront terminé leurs études de huit ans. L'enseignement supérieur régulier comptera, au cours de ce quinquennat, environ 15 pour cent de plus d'étudiants que pendant le quinquennat passé et il formera environ 21 000 cadres. La qualification des travailleurs se poursuivra dans les cours réguliers et du soir afin de satisfaire les besoins croissants de notre économie et de notre culture.

Notre **culture** socialiste connaîtra, au cours du présent quinquennat, un essor considérable à la fois quantitatif et qualitatif; elle visera à élever le niveau de formation idéologique, politique, scientifique et culturel des larges masses travailleuses surtout dans les campagnes. **La littérature et les arts** seront mieux mis au service du peuple, nos écrivains et nos artistes créeront des oeuvres du réalisme socialiste d'un niveau idéologique et artistique toujours plus élevé, qui refléteront avec véridicité les grandes transformations et les problèmes essentiels de notre société.

**La culture physique et les sports** chez nous tendront à se généraliser et à élever leur niveau qualitatif en mettant mieux à profit les conditions naturelles du pays en vue d'accroître grandement les activités qui trempent notre jeunesse. Nous devons veiller à l'amélioration plus rapide de la qualité de nos sports en appliquant des normes plus avancées et des méthodes nouvelles dans la formation de nos sportifs.

Au cours du présent quinquennat, des mesures importantes seront arrêtées en vue de développer encore le secteur de la **santé publique**. Les services sanitaires, notamment dans les campagnes, s'amélioreront de manière à mieux résoudre les problèmes auxquels est confrontée notre médecine préventive et curative. La mortalité infantile baissera, le réseau des institutions sanitaires spécialisées s'élargira et leur base matérielle et technique se consolidera. La production d'articles pharmaceutiques s'accroîtra d'environ 57 pour cent. Les mesures prises pour l'amélioration des conditions hygiéniques du pays et la protection de l'environnement contre la pollution seront appliquées plus à fond.

**8. Le développement rapide des forces productives sera suivi du perfectionnement des rapports de production socialistes, ce qui rehaussera leur rôle actif dans le développement économique et social général du pays.** Des mesures importantes seront prises et appliquées pour renforcer la propriété socialiste, d'Etat et coopérative à travers la consolidation, l'utilisation efficiente et la bonne gestion de la base matérielle et technique existante.

L'amélioration du comportement socialiste des travailleurs envers la propriété sociale commune fera l'objet d'une attention particulière grâce à un travail d'éducation et d'explication plus qualifié, à l'intensification du contrôle d'Etat sur toutes les cellules et tous les maillons de l'économie nationale.

Conformément aux directives et aux principes fondamentaux de la politique économique du Parti, le perfectionnement des rapports dans le domaine de la répartition et surtout dans celui du produit pour soi constituera un important champ d'action. La rémunération sera améliorée en fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni, et des frais de production. En même temps, on recourra plus largement à des formes de rémunération susceptibles d'encourager l'accroissement de la production dans les branches et les secteurs les plus importants de l'économie et d'assurer une main-d'oeuvre stable aux fronts de travail éloignés des villes et aux districts manquant de main-d'oeuvre. Tout en donnant la priorité aux stimulants moraux, il ne faut pas négliger les stimulants matériels. Leur harmonieuse utilisation doit s'accompagner du renforcement du contrôle exercé par la société sur la quantité du travail, de la rémunération et de la consommation.

Les rapports dans le domaine des échanges connaîtront un nouvel essor, ce qui resserrera les liens économiques entre les villes et les campagnes. A cette fin, de nouveaux procédés, plus appropriés, seront employés en vue du stockage sur place des produits agro-pastoraux. Les leviers économiques seront utilisés avec plus d'efficacité dans les rapports de l'Etat avec les coopératives agricoles et cela en vue d'une plus juste répartition des revenus entre les zones de plaine et celles de collines et de montagnes et d'un meilleur réajustement des taux de productivité des différentes cultures.

L'élévation du niveau scientifique de la gestion planifiée de l'économie constituera, pendant ce quinquennat, un autre objectif à atteindre dans le cadre du perfectionnement des rapports de production socialistes. Les améliorations envisagées dans ce domaine visent surtout à stimuler l'initiative et la pensée créatrice des travailleurs en vue de l'accroissement de la production et de l'élévation de son efficacité, sur la base d'une meilleure harmonisation des intérêts économiques, d'une utilisation plus rationnelle de la base matérielle et technique existante, etc. On veillera en particulier à accroître les attributions de la base, notamment dans les coopératives agricoles, en ce qui concerne la planification, conformément au principe du centralisme démocratique. Des mesures seront arrêtées en même temps afin de mieux harmoniser et coordonner la planification et la gestion au niveau de chaque branche économique avec la planification et la gestion territoriales au niveau de district. Par ailleurs, certains départements ministériels, districts et entreprises recourront plus largement à la méthode de la balance en matière de planification.

### III

#### **CERTAINES PRINCIPALES DIRECTIONS À SUIVRE PAR LES ORGANES DU PARTI, DE L'ÉTAT ET DE L'ÉCONOMIE POUR ACCOMPLIR LES TÂCHES DU 8<sup>e</sup> PLAN QUINQUENNAL**

Les importantes tâches économiques et sociales du 8<sup>e</sup> plan quinquennal sont l'incarnation de la ligne et de la politique du Parti dans la voie de la construction de la société socialiste. L'heureux accomplissement de ces tâches nécessite des études approfondies qui servent le développement actuel et futur de notre économie et de notre culture, **une méthode et un style de gestion et d'organisation qui répondent à l'élan révolutionnaire des masses, qui stimulent et appuient leurs initiatives et leurs capacités créatrices, qui mobilisent et mettent en mouvement toutes les potentialités humaines, matérielles, financières, monétaires, scientifiques et techniques que notre système social ne cesse de créer.**

1. Le système de direction et d'organisation de notre économie selon le principe du centralisme démocratique s'est avéré très juste, efficace et d'un contenu marxiste-léniniste sain, il a résisté victorieusement à l'épreuve du temps. Il repose toujours sur **la participation active des masses à la gestion de l'économie nationale, à la solution des problèmes que posent son développement continu et la réalisation des tâches du plan.** La participation des masses à cette gestion et à toute la vie sociale du pays est un facteur déterminant de la sauvegarde et du renforcement du pouvoir populaire dans la lutte contre les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme, pour faire avancer sans arrêt la révolution socialiste.

C'est pourquoi, afin de nous acquitter au mieux des tâches du 8<sup>e</sup> plan quinquennal, nous devons compter davantage sur la pensée et l'action révolutionnaires des masses. Les organes du pouvoir et leurs appareils, au sommet comme à la base, doivent solliciter l'avis des ouvriers et des coopérateurs, des cadres et des spécialistes de la production, prêter une oreille attentive à leurs propositions. Comme nous l'enseigne notre Parti, les liens avec les masses doivent être, à l'avenir également, à la base de la méthode et du style de gestion et d'organisation des organes du Parti, du pouvoir et de l'économie. Que le travail vivant mené auprès des gens, des ouvriers, des coopérateurs, des cadres et des spécialistes constitue l'essentiel de l'activité de ces organes, car ce sont les masses qui accompliront les tâches du plan.

Les problèmes et les difficultés qui peuvent surgir au cours de l'application du plan dans tel ou tel secteur ou branche de notre économie, ne peuvent pas être résolus à coups d'ordonnances ou de mesures administratives, ni à l'intérieur des seuls appareils administratifs, mais en sollicitant, en premier lieu, la pensée des travailleurs. Nous devons combattre avec force les manifestations de bureaucratisme observées dans la méthode de travail de certains cadres et dirigeants du pouvoir et de l'économie, qui conçoivent les liens avec la base et les masses, comme de simples contacts avec les appareils et les spécialistes, et les réduisent à ces contacts. Ces manifestations vous empêchent d'être réellement au courant de la situation, de trouver les solutions appropriées aux problèmes qui se posent au cours de l'application du plan, et de mobiliser les gens en vue de la réalisation des tâches fixées.

Certes, les masses ont toujours été prêtes à accomplir les tâches fixées par le Parti, mais aujourd'hui nous sommes témoins d'une nouvelle montée de leur élan révolutionnaire, qui se manifeste par les initiatives et les engagements pris ainsi que par les actions multiples menées par les travailleurs des villes et des campagnes afin d'atteindre et de dépasser les objectifs du plan dans tous les domaines de l'activité productive et sociale. Il incombe aux organes du Parti, de l'Etat et de l'économie de maintenir toujours vivant et de porter toujours plus en avant l'esprit révolutionnaire des travailleurs, de prendre en même temps toutes les mesures économiques, organisationnelles et techniques nécessaires afin de promouvoir la pensée créatrice des masses et de les voir couronner de succès les engagements qu'elles ont pris. Dans ce cadre, nous devons soutenir et stimuler moralement et matériellement les inventions et les innovations des masses en tant qu'expression d'un puissant mouvement de progrès technique et technologique visant à accroître la production et son efficacité. Les lenteurs dans leur application ou leur abandon sont lourds de fâcheuses conséquences pour le développement de l'économie et de la culture et, qui pis est, ils émoussent l'élan et l'esprit révolutionnaires des masses. Ce n'est qu'au prix d'une lutte opiniâtre, avec un esprit créateur et un élan révolutionnaire que nous nous acquitterons de nos tâches et surmonterons les difficultés suscitées par l'encerclement impérialiste et révisionniste de notre pays.

Pour réaliser les tâches du plan nous devons **mieux mettre à profit l'expérience avancée et avoir largement recours à la méthode de l'action de masse**. Au cours du travail mené pour la réalisation des tâches du 7<sup>e</sup> plan quinquennal, nous avons accumulé une riche expérience dans tous les domaines de l'économie et de l'activité sociale. Cette expérience doit nous aider à surmonter les difficultés, à atteindre les objectifs fixés ainsi qu'à résoudre de notre initiative et par nos propres forces les problèmes posés, à découvrir et à mettre en valeur les grandes réserves de chaque entreprise, coopérative agricole, district et branche de notre économie. Nous devons généraliser et propager tous les exemples positifs en matière d'économies et dans l'emploi rationnel des ressources matérielles et du temps de travail, qui se sont fait jour de façon particulièrement marquée dans la lutte contre les difficultés créées, surtout ces deux dernières années, par la sécheresse prolongée, le manque d'énergie électrique et de certaines matières premières importées, nous devons généraliser et propager aussi l'expérience avancée acquise dans la réduction des délais de construction et de mise en service des établissements économiques et socio-culturels, et dans l'obtention de rendements élevés dans l'agriculture et l'élevage, etc. L'expérience avancée que notre classe ouvrière, notre paysannerie coopérée, nos spécialistes et nos cadres ont acquise dans la direction et l'organisation de leur travail, dans l'application de la technique et de la technologie, doit se refléter dans nos programmes et plans de travail, en même temps que des mesures doivent être prises sur les plans organisationnel, technique et administratif pour en faire profiter tous les travailleurs du pays.

Une riche expérience a été acquise ces dernières années dans l'organisation des actions de masse. Les masses travailleuses ont accru leur disponibilité au travail et leur esprit combatif. Il y a partout et toujours des problèmes posés qui peuvent très bien être résolus grâce aux actions de masse. C'est le cas pour la réduction des délais fixés pour la construction de divers ouvrages, l'extension de la superficie irriguée, l'accélération du transport de marchandises, la récolte, le stockage et la livraison dans les plus brefs délais des produits agricoles. Des actions doivent aussi être entreprises quant à la définition et à la révision de normes techniques de consommation des matières premières, de matériaux divers, de combustibles, d'énergie électrique ainsi que des normes de travail.

Le recours fréquent à ces actions de masse se révélera aussi très efficace dans la révolutionnarisation plus poussée de la méthode et du style de travail des appareils, dans la lutte toujours plus résolue contre les manifestations de bureaucratisme et de technocratie qui s'opposent à l'élan révolutionnaire des masses. Les actions de masse ne doivent aucunement servir à dissimuler les défauts de gestion et d'organisation, les retards et les à-coups dans l'application du plan. Il faut donc que l'esprit de ces actions anime toujours la méthode de gestion des affaires de notre économie et de chaque secteur de l'activité sociale en Albanie.

Il est de fait que les facteurs matériels et humains qu'a créés notre système social et économique ainsi que la structure complétée de la direction de l'Etat et de l'économie, ne peuvent être pleinement efficaces dans l'accomplissement des objectifs du plan et la bonne marche de toutes les affaires, s'ils ne sont pas l'objet d'un contrôle actif exercé dans tous les domaines, du sommet à la base, par le Parti, les organes de l'Etat, les organismes de l'économie, les organisations sociales, les institutions spécialisées et, directement, par les masses travailleuses. Seul un pareil contrôle peut mettre en mouvement les travailleurs et les aider à corriger les défauts et à réaliser les tâches.

Le contrôle doit viser essentiellement à l'adoption de mesures permettant d'éliminer promptement les défauts constatés dans le travail des organes de l'Etat et de l'économie, des entreprises et des coopératives agricoles, de toutes les institutions sociales, culturelles, scientifiques, etc. Aussi devons-nous combattre avec force toute tendance à borner le contrôle à un simple constat qui ne contribue pas à résoudre les problèmes ni à assainir la situation.

Le Parti exige qu'un tournant radical et réel soit opéré dans le domaine du contrôle. Comme le camarade Ramiz Alia l'a souligné dans son rapport, nous avons pour devoir de renforcer le contrôle dans tous les secteurs et en toutes choses, notamment le contrôle intérieur dans les entreprises et les coopératives agricoles, ainsi que l'autocontrôle au niveau des districts<sup>1</sup> et des ministères, qui, actuellement, ont du retard dans ce domaine et, dans certains cas, n'exercent qu'un contrôle financier. De ce fait, l'efficacité du contrôle exercé sur l'accomplissement des tâches du plan de production en ce qui concerne la quantité, la qualité et la gamme requises, la distribution des produits selon les contrats ainsi que tous les autres indices économiques et financiers, est encore faible. D'où la nécessité, conformément aux décisions du 14<sup>e</sup> plénum du Comité central du Parti, d'arrêter des mesures pour amener tous les maillons de la gestion de notre économie, depuis les brigades jusqu'aux ministères, en passant par les secteurs, les ateliers, les entreprises et les coopératives agricoles, à exercer un contrôle intérieur et un auto-contrôle systématiques en particulier sur l'accomplissement des tâches du plan.

L'accroissement du rôle actif et préventif du contrôle, sous toutes ses formes, nécessite une information plus riche et plus systématique, une communication plus fréquente, plus régulière et plus rapide, une documentation aussi précise et complète que possible, capables de faciliter les analyses rapides et scientifiques des phénomènes économiques. A cet égard, des tâches particulières incombent aux organismes de la planification, des finances, de la Banque, des statistiques et de l'informatique. Il leur est demandé d'accélérer l'enregistrement et l'élaboration des données et d'élever surtout le niveau de leurs travaux de synthèse afin de prévoir les problèmes économiques susceptibles de surgir ainsi que de prendre les mesures nécessaires pour prévenir toute tendance indésirable. C'est pourquoi, nous devons accroître le rôle et l'influence de l'informatique, qui a bénéficié chez nous de la fondation d'un institut spécialisé, doté d'une technologie et de moyens modernes, qui devra fournir un grand travail en vue de moderniser et de répandre plus rapidement l'information économique, technique et scientifique.

L'application des mesures déjà prises et à prendre ainsi que tout le travail mené pour renforcer le contrôle dépendent aussi considérablement de l'efficacité de l'action des cadres dirigeants et des

spécialistes de l'administration d'Etat et de l'économie. Ceux-ci doivent combattre avec plus de persévérance dans leur méthode de travail les manifestations de bureaucratisme, de libéralisme et de routine bouchant toute perspective, ils doivent renforcer constamment leur sentiment de responsabilité individuelle et collective dans la réalisation des tâches fixées dont ils doivent rendre compte régulièrement. Au stade actuel du développement de notre économie, la gestion est devenue à la fois une profession et une science. C'est pourquoi, dans ce domaine plus qu'ailleurs, on a besoin de savoir, de culture, de connaissances techniques et professionnelles, de capacités d'organisation. Dans ce but, il faut que les cadres dirigeants et les spécialistes, au sommet comme à la base, travaillent beaucoup et sans relâche pour élever leur niveau de formation idéologique, politique et scientifique grâce à des connaissances acquises dans la théorie et dans la pratique.

**2. Compte tenu de son stade de développement actuel et de ses perspectives d'avenir, notre économie a pour tâche principale d'accroître l'efficacité de la production dans toutes ses branches.** Cet accroissement a été l'objectif permanent de la politique économique du Parti, mais il revêt actuellement une importance particulière, car tous les objectifs du développement économique et social du pays prévus par le 8<sup>e</sup> plan quinquennal, doivent être atteints grâce à la mise en valeur des seules ressources matérielles, financières et monétaires du pays.

Comme notre expérience longue de plusieurs années l'a déjà démontré, la réalisation justement cadencée du plan à tous ses indices quantitatifs, qualitatifs, techniques, économiques et financiers demeure un facteur décisif pour atteindre partout l'efficacité souhaitée. Une vision partielle des choses, les à-coups et le globalisme dans l'accomplissement des tâches du plan nuisent à la satisfaction des besoins réels de la population, de l'économie et de la défense ainsi qu'à la réalisation des tâches assignées pour élever la productivité, baisser le coût de production et augmenter le fonds d'accumulation, faute de quoi notre économie ne saurait accroître son efficacité ni sa rentabilité. La seule non-réalisation des tâches du plan dans l'industrie et la construction en 1985 a eu pour effet d'augmenter les coûts de production et de construction de 140 millions de leks, ce qui a réduit le revenu net prévu dans ces branches.

Comme le Parti et le camarade Enver Hoxha l'ont toujours indiqué, l'accroissement de la productivité exige un travail bien calculé conçu de manière que les investissements et dépenses engagés dans les secteurs de la production, de la construction et des services soient nécessairement justifiés par leur diminution par unité de production, que l'accroissement de la production et du revenu national soit assuré à travers l'accroissement de la valeur des ressources matérielles, énergétiques et financières utilisées ainsi que par l'élévation de la productivité du travail. En application de cette orientation et selon les prévisions, au cours du 8<sup>e</sup> quinquennat, les rythmes d'accroissement du produit social et du revenu national seront plus élevés que les rythmes d'accroissement des ressources énergétiques fondamentales utilisées dans le pays. A la suite de quoi, en 1990 chaque unité de produit social réalisé utilisera 4 pour cent moins de ressources énergétiques fondamentales qu'en 1985.

L'accroissement de la rentabilité de la production est réel quand il s'accompagne de l'augmentation des ressources financières et monétaires et d'une efficacité accrue de l'économie dans son ensemble et dans chacune de ses cellules. Pour atteindre cet objectif, nous devons mieux faire comprendre aux travailleurs et appliquer avec esprit de suite la directive permanente du Parti selon laquelle nous devons consommer autant que nous produisons, dépenser autant que nous le permettent nos revenus, importer proportionnellement aux rentrées en devises que nous assurent nos exportations, et accroître le produit pour la société plus rapidement que le produit pour soi. Ces lois de la reproduction socialiste élargie ne peuvent être respectées que si la production augmente et son coût diminue. Aussi le Parti recommande d'accroître la productivité et la rentabilité économique non pas à travers la réduction du nombre de certains produits qui sont actuellement d'un coût élevé, mais en premier lieu, en élevant le rendement du travail et en exploitant à fond les capacités productives, en appliquant de nouvelles technologies et en réduisant les dépenses superflues, etc.

La réduction continue, par unité de produit, des matériels et des combustibles qui représentent l'énorme majorité des dépenses faites dans la sphère de la production matérielles, constitue la plus grande réserve et le pilier principal de l'efficacité accrue de la production pendant le 8<sup>e</sup> quinquennat. Economiser chaque année ne serait-ce que 1 pour cent des dépenses matérielles nécessitées par la

réalisation du produit social des cinq années du quinquennat signifie garantir une accumulation complémentaire égale aux investissements nécessaires à la construction d'une nouvelle centrale hydro-électrique comme celle de Koman. Le stade actuel du développement intensif du pays et l'expérience accumulée permettent à toutes les branches de l'économie nationale de faire de grandes économies. A cette fin, il faut travailler partout, suivant une discipline rigoureuse, pour appliquer et améliorer les normes de consommation des matières premières, de divers matériaux, de l'énergie, etc., en les asseyant sur des bases techniques et scientifiques plus solides ainsi que pour substituer des matières premières locales moins coûteuses aux matières premières importées ou déficitaires.

L'utilisation rationnelle du temps de travail demeure un problème urgent dont la solution contribuera à accroître la productivité du travail. C'est là un problème qui concerne en premier lieu l'élévation des rendements du travail, la construction et la mise en service dans les délais fixés des établissements prévus, la qualification professionnelle de leur personnel, l'application de l'expérience avancée dans l'organisation et la direction du travail et de la production, etc. L'élimination des pertes de temps de travail dues aux absences injustifiées au cours d'une seule année dans l'industrie, se traduirait à elle seule, dans la production globale de cette branche, par une augmentation de 75 millions de leks, alors que si la moitié des ouvriers qui ne réalisent pas leur norme de rendement la réalisaient effectivement, la production industrielle rapporterait 140 millions de leks de plus. C'est pourquoi, il faut veiller surtout à une meilleure exploitation du temps de travail, à l'amélioration qualitative des normes de rendement, à leur unification, dans chaque branche et pour les mêmes opérations de travail, au niveau d'une moyenne avancée, ainsi qu'à la réduction continue du nombre des travailleurs qui ne réalisent pas leur norme. Afin d'obtenir de plus hauts rendements de travail, des mesures seront également arrêtées pour élever le degré de mécanisation des opérations et perfectionner la technologie de la production, notamment dans les processus fondamentaux dont l'effet est plus marqué et plus rapide dans ce sens.

L'utilisation plus rationnelle du fonds d'accumulation socialiste destiné aux investissements de base et à la construction des principaux établissements prévus est un autre facteur important de l'accroissement de la productivité du travail. A cet égard, un rôle important revient aux instituts de projets, qui, dès la phase de l'étude et de l'élaboration des projets, sous l'aspect constructif et technologique, doivent employer des méthodes scientifiques modernes et trouver des solutions appropriées à nos conditions, pour réaliser des économies et réduire sensiblement le coût de construction des nouveaux établissements prévus ou de ceux qui seront restructurés ou agrandis.

Le renforcement du régime d'économies doit être considéré par tous non seulement comme une question de conscience, mais encore comme un problème concernant l'organisation concrète du travail dans les sphères productive et non productive, surtout dans les branches et secteurs économiques qui offrent de plus grandes possibilités d'économies, comme par exemple pour l'amélioration de la qualité, l'utilisation avec parcimonie des produits exportables ou de ceux importés, etc.

Le travail fourni pour l'accomplissement des tâches du 7<sup>e</sup> plan quinquennal et des objectifs de la première année du 8<sup>e</sup> plan nous a permis d'accumuler une riche expérience dans l'accroissement de la production et de son efficacité. L'initiative prise par les travailleurs du district de Tirana de verser au budget de l'Etat 85 millions de leks en sus du chiffre fixé par le plan de l'année en cours et qui a été suivie par les travailleurs de tous les autres districts du pays, constitue une expérience concrète que nous devons enrichir afin d'accroître l'efficacité du travail et multiplier les ressources de l'accumulation socialiste.

La solution des problèmes concernant l'accroissement de l'efficacité économique exige le concours de notre pensée économique. Il faut que cette pensée s'intéresse davantage aux problèmes techniques et technologiques et à leur solution, qu'elle soit en tout temps une pensée d'avant-garde, qu'elle guide efficacement les processus et les phénomènes économiques et suive de près les tendances de leur développement, qu'elle procède à des analyses et à des synthèses approfondies et recommande les solutions les plus justes pour l'exploitation de toutes les réserves de notre économie en vue du développement dynamique de la production. Ainsi, par exemple, on sait que la réalisation de l'équilibre de tous les éléments nutritifs nécessaires aux plantes conditionne considérablement la fertilité du sol et la production agro-pastorale. Si les engrais organiques, notamment sous leur forme



liquide et d'origine animale, étaient utilisés à l'échelle nationale, ils représenteraient la valeur d'environ 35 000 tonnes d'engrais chimiques. C'est donc là une grande réserve qui n'a pas été exploitée à fond jusqu'à ce jour. L'utilisation de ces engrais peut assurer un accroissement de la production agricole de l'ordre de 70 à 80 mille tonnes de céréales ou de 700 à 800 mille tonnes de fourrage. C'est pourquoi, dès 1987, une action sera entreprise à l'échelle nationale en vue de la construction d'ouvrages destinés au stockage des engrais organiques solides et liquides ainsi que de la fabrication d'équipements permettant l'utilisation efficace de tous les autres déchets utiles à l'amélioration de l'équilibre des éléments nutritifs nécessaires aux plantes. Notre pensée économique doit mieux assumer son rôle surtout dans l'exploitation aussi efficace que possible de la puissante base matérielle et technique qui a été créée chez nous pendant les années de construction socialiste. Un de ses objectifs prioritaires sera le développement des branches économiques comme le pétrole, les mines, la métallurgie, l'agriculture et les transports, où notre société a fait et continue de faire des investissements considérables et dont elle exige à juste titre une plus haute productivité. Notre pensée économique doit être propagée et appliquée non seulement par nos économistes et nos spécialistes des finances, mais aussi par tous les spécialistes et les cadres dirigeants du Parti, du pouvoir et de l'économie.

Les organismes de la planification, des finances et de la Banque ont eux aussi des tâches importantes à remplir pour accroître l'efficacité de notre économie. Il incombe à ces organismes de procéder à un nombre croissant d'études, d'analyses et de synthèses portant sur les problèmes du développement actuel et futur de la reproduction socialiste élargie. Ils doivent également accroître leur influence sur la planification, l'exécution des tâches du plan dans la production et la répartition, et le contrôle financier de cette exécution, afin de barrer toutes les voies au gaspillage et à la mauvaise administration de la propriété, à toute augmentation du pouvoir d'achat qui n'est pas suivie d'un accroissement des rendements et de la production, etc.

### **3. Nos sciences doivent mieux appuyer le développement de notre économie et de notre culture.**

Au cours du 7<sup>e</sup> quinquennat, la recherche et l'élaboration de projets ont été confrontées à nombre de problèmes difficiles qui ont été résolus avec succès par nos spécialistes. Toutefois, une meilleure exploitation du potentiel humain et matériel dont elles disposent, aurait permis à nos sciences d'obtenir de meilleurs résultats surtout sur le plan de la qualité et de l'efficacité des recherches effectuées.

Au cours du 8<sup>e</sup> quinquennat, le développement de la science et de la technique doit être rattaché plus étroitement aux tâches du plan dans le domaine de l'économie et de la culture et mieux contribuer à leur réalisation. Nos chercheurs doivent choisir leurs sujets d'études et engager leurs forces pour chercher à résoudre des problèmes de caractère pratique concernant l'accroissement de la production, à élaborer des projets de nouveaux ouvrages dotés d'une technologie avancée et à améliorer rapidement les technologies existantes.

Les études interdisciplinaires complexes ainsi que les études techniques et économiques sur les étapes actuelle et future doivent se voir accorder une plus grande importance. Dans le même temps, l'expérimentation scientifique doit gagner en extension et en profondeur afin de mettre en lumière des voies plus efficaces permettant d'élever les rendements des cultures agricoles, notamment des cultures maraîchères, des plantes fourragères et industrielles, d'introduire de nouvelles technologies dans l'industrie et la construction, d'appliquer des méthodes modernes dans l'élaboration de projets, etc.

Nos sciences sociales doivent refléter plus à fond et de façon plus complète l'histoire et la culture de notre peuple, généraliser l'expérience de la révolution et de l'édification socialistes, attacher une attention plus soutenue à l'étude des problèmes actuels et futurs du développement du pays.

Les instituts d'études et de projets des ministères, l'Académie des sciences et les établissements supérieurs doivent mettre au point et perfectionner sans cesse des formes de travail susceptibles de resserrer encore leurs liens avec la production et faire en sorte que les résultats de leurs études et de leurs recherches profitent au plus tôt à celle-ci. L'exemple positif de l'Institut du maïs et du riz et de certains autres instituts de recherche, qui ont étroitement rattaché leurs études scientifiques à la production, aux problèmes les plus importants du développement de l'économie et de la culture, doit devenir une méthode de travail pour tous nos chercheurs. Ces instituts doivent mieux assumer leur rôle dans la direction et le perfectionnement méthodologique du travail de recherche mené à la base, ils doivent mieux mettre à contribution les spécialistes de la production et leur esprit novateur dans leur

travail scientifique. Ils doivent mieux drainer et organiser les capacités scientifiques existantes pour la solution des grands problèmes que pose le développement économique du pays, notamment l'industrie du pétrole, l'industrie d'extraction, la métallurgie et l'élevage.

Dans le domaine de la recherche et de l'étude scientifiques, l'Académie des sciences, l'Université de Tirana « Enver Hoxha » et les autres établissements supérieurs ont eux aussi des tâches importantes à remplir.

Les organes de l'Etat et les organismes économiques doivent mieux diriger et suivre de plus près l'activité scientifique à tous les niveaux, depuis la planification et les études menées à court terme jusqu'à l'application pratique de leurs résultats. Le Comité de la science et de la technique doit mieux organiser et coordonner l'activité scientifique conduite dans le pays, suivre, contrôler et favoriser une utilisation plus efficace du potentiel scientifique en vue de la réalisation des tâches du 8<sup>e</sup> plan quinquennal et de celles qui tendent à ouvrir de nouvelles perspectives.

C'étaient là les principales tâches du 8<sup>e</sup> plan quinquennal de développement économique et social du pays de 1986 à 1990. Leur heureuse réalisation sera une autre grande victoire de notre Parti et de notre peuple dans la voie de l'édification intégrale du socialisme, de la consolidation de l'indépendance et de la souveraineté du pays.

Notre Parti et notre peuple sont fiers des grandioses objectifs que nous nous proposons d'atteindre au cours du présent quinquennat. Ce sont là des objectifs qui ouvrent de nouvelles perspectives au développement rapide de l'économie, à l'élévation continue et assurée du bien-être matériel et du niveau culturel des masses travailleuses et au renforcement des capacités de défense de la patrie conformément au principe de l'appui sur ses seules forces.

En nous fixant ces tâches, nous n'oublions en aucun moment que nous devons nous en acquitter dans une situation internationale compliquée et en un temps où le monde ne connaît que tensions et conflits, où la liberté et l'indépendance des peuples, la paix et la sécurité internationales sont toujours plus menacées. Cette situation s'est dégradée encore à cause de la crise économique qui, sévissant depuis plusieurs années, a exacerbé toutes les contradictions propres au système impérialiste, aggravant encore le danger de guerre.

Le Parti du Travail d'Albanie et le camarade Enver Hoxha ont depuis longtemps mis en garde le monde contre les conséquences funestes de la politique agressive des deux superpuissances, l'impérialisme US et le social-impérialisme soviétique, qui ont allumé et attisent des foyers de tension aux quatre coins du globe, en Europe et au Moyen-Orient, en Amérique centrale, en Afghanistan et dans l'Asie du Sud-Est, en Afrique du Sud et ailleurs. Nous avons toujours dénoncé avec force la politique de violence et d'agression des superpuissances, nous avons soutenu et soutiendrons fermement la juste lutte des peuples pour leur liberté, leur indépendance et leur souveraineté nationale.

Les marchandages auxquels se livrent les superpuissances dans des conférences, des pourparlers et des rencontres au sommet ne sont pas l'expression de leur désir et de leur volonté de trouver une solution aux problèmes internationaux les plus pressants, ni de leur souci de la paix et de la sécurité dans le monde. La pratique a démontré qu'elles ne pensent et ne travaillent qu'à satisfaire leurs intérêts impérialistes. La course aux armements se poursuit toujours plus fiévreusement, la paix et la sécurité générales sont menacées par des dangers toujours croissants.

Actuellement, il est difficile de trouver dans le monde une région où ne se fassent pas sentir les conséquences de la politique agressive et hégémoniste des superpuissances. Témoin l'Europe où s'affrontent leurs blocs politiques et militaires, l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Le bassin méditerranéen est devenu lui aussi une des zones les plus chaudes de la rivalité entre les superpuissances. Le temps n'a fait que confirmer la justesse du point de vue de notre Parti et de notre gouvernement selon lequel la présence continue et les manœuvres des flottes de guerre américaines et soviétiques en Méditerranée présentent un grand danger pour la sécurité des pays riverains. Cela est apparu clairement une fois de plus cette année lors de l'escalade des actes d'agression de la part des Etats-Unis contre la Libye. La Méditerranée appartient aux peuples méditerranéens et les flottes de guerre des superpuissances doivent quitter ce bassin.

L'insécurité en Méditerranée ne peut être dissociée de la situation au Proche-Orient où depuis des décennies les peuples arabes affrontent l'agression impérialiste-sioniste et où le peuple palestinien martyrisé est victime d'un véritable génocide. En amis sincères des peuples arabes, le peuple, le Parti du Travail et le gouvernement albanais ont soutenu et soutiendront puissamment la juste lutte du peuple palestinien et des autres peuples arabes frères pour la libération de leurs territoires occupés et la défense de leurs droits souverains contre les attaques sionistes et les intrigues des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

Les superpuissances et les autres puissances impérialistes ont intensifié leurs ingérences et leurs intrigues dans la péninsule balkanique également. Ce ne sont pas les peuples des Balkans qui ont utilisé les termes de « poudrière » ou de « balkanisation » en parlant de leur péninsule, mais les puissances impérialistes qui n'ont jamais renoncé à leur politique visant à faire de cette région une arène de conflits afin de la maintenir sous leur propre contrôle. Certains milieux politiques cherchent à ranimer les vieilles querelles dans les Balkans afin de miner la coopération et l'amitié entre leurs peuples. Mais nous espérons que ceux-ci ont tiré des leçons de leur amer passé et ne permettront pas qu'il se répète. En ce qui concerne le gouvernement albanais, il poursuivra comme toujours et de façon conséquente une politique de bon voisinage avec eux, il oeuvrera au renforcement de la paix et de la stabilité dans les Balkans. Il ne cessera de contribuer au développement et à l'élargissement des rapports de son pays avec les pays voisins, ce à quoi il attache une attention prioritaire.

L'Albanie socialiste souhaite entretenir des relations fécondes avec tous les pays épris de paix dans le monde, sur la base de l'égalité, du respect réciproque, de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et des échanges d'un avantage bilatéral.

Les situations internationales tendues et compliquées ainsi que l'encerclement bourgeois-révisioniste, qui ne cesse d'exercer sur nous une pression multiforme en nous créant diverses difficultés, nous obligent à aiguïser toujours notre vigilance révolutionnaire, à raffermir notre défense nationale et à nous préparer à affronter tout danger, d'où qu'il vienne. Nous devons à tout prix accomplir nos tâches dans chaque secteur, tremper sans cesse l'unité du Parti et du peuple, aller de l'avant sur tous les fronts. En poursuivant dans cette voie, l'Albanie socialiste sera toujours invincible et remportera de nouvelles victoires.

Camarades délégués,

Les progrès enregistrés dans la réalisation des tâches du plan à tous ses postes pour l'année en cours, qui est la première année du 8<sup>e</sup> quinquennat, ainsi que les engagements pris à l'occasion du IX<sup>e</sup> Congrès du Parti et du 45<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation, attestent l'enthousiasme et l'optimisme qu'ont suscités parmi nos masses travailleuses les objectifs fixés, leur grande volonté de les traduire avec succès dans les faits, comme elles l'ont d'ailleurs toujours fait.

Engagées dans le mouvement révolutionnaire des « Promoteurs de l'application des enseignements du camarade Enver Hoxha » et animées d'un enthousiasme indicible et d'un esprit mobilisateur d'avant-garde, les masses travailleuses de nos villes et de nos campagnes sont en train d'accomplir avec succès les tâches du plan de la première année du 8<sup>e</sup> quinquennat.

Le plan de production industrielle est réalisé dans son ensemble et il est sur-accompli dans des branches économiques importantes, comme la sidérurgie, l'extraction des minerais, les industries électrique, chimique, mécanique, du bois et du papier, ainsi que dans nombre de secteurs des industries légère et alimentaire. Dans l'agriculture également, les résultats obtenus comptent parmi les meilleurs de ces dernières années. Pour la première fois après la Libération, le plan de production de maïs a été dépassé et dans plusieurs districts de la zone de plaine on a obtenu plus de 65 quintaux de maïs à l'hectare, alors que dans nombre d'exploitations et de secteurs le rendement dans cette culture a été de 100 à 140 quintaux à l'hectare. Le plan de production de haricots, de coton et de soja a été accompli et dépassé. Cette année nos campagnes produiront plus de légumes, pommes de terre, tabac, riz, etc., qu'en 1985. Citons pour la réalisation sur toute la ligne des tâches de leur plan agricole les districts de Gjirokastër, Elbasan, Vlore, Tirana, Fier, Berat, Permet, Kukës, Lushnje, Shkodër, Durrës, Korçe, etc.

Le travail bat son plein dans les actions menées pour achever avant les délais fixés la construction de plusieurs unités de production et établissements socio-culturels. Grâce à ses efforts soutenus, notre jeunesse héroïque a construit avant terme le chemin de fer Milot-Rubik et elle travaille à des cadences élevées pour achever d'ici la fin de l'année la construction, prévue pour 1988, du remblai de cette ligne jusqu'à Rrëshen. La réalisation anticipée des tâches du plan a permis d'accroître la superficie irriguée de 6 000 hectares et d'améliorer l'irrigation de 10 000 autres.

Les mouvements révolutionnaires déclenchés par les masses affectent d'autres secteurs également, ils tendent en outre à accroître l'efficacité de l'économie, à assurer à l'Etat les recettes prévues, voire un excédent, et à consolider le régime d'économies. Dans ce domaine, ce sont les travailleurs du district de Tirana qui se tiennent à l'avant-garde ; à la veille de ce congrès, ils avaient assuré 105 millions de leks supplémentaires au budget de l'Etat. Il en va de même pour les travailleurs des districts d'Elbasan, Vlore, Durrës et Berat.

Les instances et les organisations du Parti, les organes du pouvoir et les organismes de l'économie doivent toujours se tenir à la pointe du travail et de la lutte pour accroître l'enthousiasme des masses, promouvoir leur pensée créatrice et leur esprit d'action, et accomplir avec succès les grandes tâches fixées par le nouveau plan quinquennal. Mobilisons-nous et travaillons d'arrache-pied, en mettant en action toutes nos forces, notre esprit d'initiative et notre élan révolutionnaire, pour découvrir et mieux mettre en valeur toutes les réserves intérieures dont dispose et que ne cesse de créer notre économie socialiste ! Le Comité central du Parti est fermement convaincu que les grands objectifs que nous a fixés ce congrès historique seront accomplis avec succès. Le gage le plus sûr en est la ligne marxiste-léniniste conséquente de notre Parti, les enseignements immortels du camarade Enver Hoxha qui nous éclaireront la voie et nous inspireront dans notre marche irrésistible en avant, le patriotisme élevé et la magnifique volonté de notre peuple, la direction clairvoyante du Comité central du Parti avec le camarade Ramiz Alia à sa tête.

Vive le Parti du Travail d'Albanie !

Gloire à l'oeuvre révolutionnaire éclatante du camarade ENVER HOXHA !

Vive le IX<sup>e</sup> Congrès du Parti !